

ANNEXE 1

Vingt-troisième résolution de l'Assemblée Générale des Actionnaires en date du 13 mai 2025

BNP PARIBAS

Société Anonyme au capital de 2.261.621.342 euros
Siège Social : 16, boulevard des Italiens, 75009 PARIS
662 042 449 R.C.S. PARIS

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DES ACTIONNAIRES

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée du 13 mai 2025

L'an deux mille vingt-cinq, mardi 13 mai, à 10 heures, les actionnaires de BNP Paribas (la « Société ») se sont réunis en Assemblée Générale Mixte (l'« Assemblée Générale » ou l'« Assemblée ») au Carrousel du Louvre, 99, rue de Rivoli, 75001 Paris, suivant avis préalable de réunion inséré dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 28 février 2025, et avis de convocation inséré dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 31 mars 2025 et le journal d'annonces légales Affiches Parisiennes du 29 mars 2025.

.....
M. Jean Lemierre, en sa qualité de Président du Conseil d'administration, préside l'Assemblée conformément à l'article 18 des Statuts de la Société (le « Président de l'Assemblée » ou le « Président »). M^{me} Laurence Bovy, Présidente de la Société Fédérale de Participations et d'Investissement (SFPI) et M. Axel Joly, membre du Conseil de surveillance du FCPE Actionnariat Monde, qui tant par eux-mêmes que comme mandataires représentent le plus grand nombre de voix et ayant accepté cette fonction, sont appelés comme Scrutateurs. M^{me} Guylaine Dyèvre est désignée comme Secrétaire.

.....
Le Président rappelle que la présente Assemblée, réunie sur première convocation, peut valablement délibérer, le quorum requis par la loi étant supérieur au quart des actions ayant le droit de vote.

.....
Le Président constate qu'il a été répondu à l'ensemble des questions écrites, au sens de l'article L. 225-108, alinéa 3 du Code de commerce, relevant de l'Assemblée Générale.

.....
Il invite l'Assemblée à passer au vote des résolutions. Il demande à la Secrétaire de l'Assemblée d'exposer les modalités pratiques du vote électronique.

Après lecture par M^{me} Guylaine Dyèvre du résumé des résolutions qui font l'objet de l'ordre du jour, celles-ci sont mises aux voix.

.....

PARTIE EXTRAORDINAIRE

Vingt-troisième résolution *(Augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans le cadre d'une offre visée à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier par émission d'obligations super-subordonnées contingentes convertibles libellées en toute devise autre que l'euro, qui ne seraient converties en actions ordinaires de BNP Paribas à émettre, dans la limite de 10 % du capital social, que dans le cas où le ratio Common Equity Tier One (« CET1 ») deviendrait inférieur à un seuil de 5,125 %).*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions de l'article 54 du Règlement (UE) n°575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement et modifiant le règlement (UE) n°648/2012, des articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce, notamment des articles L. 225-129-2, L. 225-135 et L. 225-136, ainsi que des articles L. 22-10-49, L. 22-10-52 et des articles L. 228-91 à L. 228-93 dudit Code ainsi que de l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier :

- délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence à l'effet de décider et réaliser, en une ou plusieurs fois, l'augmentation du capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, tant en France qu'à l'étranger, par offre de titres financiers adressée exclusivement à un cercle restreint d'investisseurs agissant pour compte propre et/ou à des investisseurs qualifiés, conformément à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier dans le cadre d'émissions, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, d'obligations super-subordonnées (au sens de l'article L. 228-97 du Code de commerce) convertibles en actions ordinaires de BNP Paribas dans le cas où le ratio Common Equity Tier One (CET 1) du groupe deviendrait inférieur au seuil de 5,125 % ou tout autre seuil fixé par la réglementation permettant de retenir une qualification d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1. Ces obligations convertibles pourront être libellées en toute devise autre que l'euro, étant toutefois rappelé que les actions ordinaires sont libellées en euros ;

- décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation, est fixé à 220 millions d'euros, sans pouvoir excéder 10 % du capital social par an (étant précisé que cette limite s'appréciera à la date de chaque émission d'obligations convertibles en actions, en tenant compte de l'émission considérée ainsi que des émissions réalisées pendant la période de 12 mois précédant ladite émission). Il est en outre précisé que la présente délégation a un objet distinct des délégations consenties aux termes des vingt-quatrième à vingt-sixième résolutions de l'assemblée générale du 14 mai 2024, et que dès lors, le montant maximum susvisé est un plafond distinct de ceux prévus par les plafonds globaux prévus à la vingt-septième résolution et à la vingt-neuvième résolution de l'assemblée générale du 14 mai 2024. En tant que de besoin, et pour répondre aux dispositions de l'article L. 225-129-2 du Code de commerce prévoyant la fixation par l'assemblée générale d'un plafond global en matière de délégation de compétence, il est précisé que ledit plafond global comprend le plafond de 10 % prévu par la présente délégation de compétence, ceux prévus par les vingt-quatrième à vingt-sixième résolutions et par la vingt-huitième résolution de l'assemblée générale du 14 mai 2024 ainsi que celui prévu par la vingt-quatrième résolution de la présente Assemblée ;

- décide qu'à ces plafonds s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre pour préserver, conformément aux dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs d'obligations convertibles en actions émises sur le fondement de la présente résolution ou de toute autre résolution ayant le même objet ;

- décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux valeurs mobilières à émettre ;

- prend acte du fait que, le cas échéant, la délégation susvisée emporte de plein droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de BNP Paribas qui seraient émises, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires auxquelles ces valeurs mobilières donneraient droit ;

- décide que les modalités de détermination du prix d'émission des actions ordinaires à émettre par conversion des obligations convertibles dans le cadre de la présente délégation seront fixées par le Conseil d'administration ; ce prix d'émission sera au moins égal à la moyenne des cours moyens quotidiens pondérés par les volumes lors des cinq séances de bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris précédant la conversion des obligations convertibles, étant entendu qu'il ne pourra toutefois être inférieur à 70 % de la moyenne des cours moyens quotidiens pondérés par les volumes lors des cinq séances de bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris précédant la date de fixation du prix d'émission des obligations convertibles ou un montant équivalent dans une autre devise, étant précisé que la libération des actions pourra être opérée en espèces, par compensation de créance et/ou par incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes ;

- décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment de décider des émissions, déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que les caractéristiques des valeurs mobilières à créer, d'arrêter les prix ou modalités de sa détermination et conditions des émissions, de fixer les montants à émettre, de fixer la date de jouissance même rétroactive des titres à émettre, de déterminer le mode de libération des valeurs mobilières émises et les conditions dans lesquelles ces valeurs mobilières donneront droit à des actions ordinaires ou seront converties (y compris de plein droit) en actions ordinaires, de prévoir, le cas échéant, les conditions de leur rachat ou échange en bourse et de leur éventuelle annulation ainsi que la possibilité de suspension de l'exercice des droits d'attribution d'actions ordinaires attachés aux valeurs mobilières à émettre et de fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée la protection des intérêts des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital social et ce, dans les conditions fixées par la loi et la réglementation ou le contrat d'émission ; étant précisé que, pour tenir compte de la devise qui aura été choisie pour le libellé des obligations convertibles, il pourra être opéré toute conversion, en euros ou dans la devise qui aura été choisie pour le libellé des obligations convertibles concernées, de montants visés dans la présente résolution dans les conditions qui seront précisées dans le contrat d'émission ;

- décide que le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pourra procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale et prendre généralement toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;

- décide, en outre, que le Conseil d'administration aura également tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, notamment pour fixer le taux d'intérêt des obligations et leurs modalités de paiement, déterminer l'existence ou non d'une prime d'émission, les modalités d'amortissement en fonction notamment des conditions du marché, en respectant les conditions fixées ci-avant par la présente résolution ;

- décide que le Conseil d'administration pourra le cas échéant fixer, conformément aux dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, toute modalité permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ou autres droits donnant accès au capital (y compris par voie d'ajustements en numéraire) ;

- décide en outre que le Conseil d'administration pourra le cas échéant procéder à tous ajustements (y compris l'ajustement corrélatif du prix minimum d'émission visé ci-dessus) destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital ou les capitaux propres de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, d'attribution gratuite d'actions aux actionnaires, de division ou de regroupement de titres, de distribution de dividende exceptionnel, réserves, primes ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur le capital ou les capitaux propres ; et

- décide enfin que le Conseil d'administration pourra constater la réalisation, le cas échéant, de chaque augmentation de capital et procéder aux modifications corrélatives des Statuts.

La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable, à compter de la présente Assemblée, pour une durée de 14 mois et rend caduque, à hauteur du montant non utilisé, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Cette résolution est adoptée par 796 206 757 voix pour, 14 200 903 voix contre, et 394 466 abstentions.

.....

Trente-et-unième résolution (*Pouvoirs pour formalités*).

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée Générale Mixte pour effectuer toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicité prévus par la législation en vigueur relatifs à l'ensemble des résolutions qui précèdent.

Cette résolution est adoptée par 810 271 121 voix pour, 42 659 voix contre, et 488 346 abstentions.

.....

Extrait certifié conforme
Paris, le 13 mai 2025



Guylaine DYEVRE
Secrétaire de l'Assemblée

ANNEXE 2

Décision du Conseil d'administration en date du 13 mai 2025

BNP PARIBAS

Société Anonyme au capital de 2.261.621.342 euros
Siège Social : 16, boulevard des Italiens – 75009 PARIS
662 042 449 R.C.S PARIS

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Extrait du Procès-verbal de la séance du 13 mai 2025 (8 heures 30)

PRESENTS

MM.	Jean Lemierre	Président
	Jean-Laurent Bonnafé	Administrateur Directeur Général
	Jacques Aschenbroich	Administrateur
Mmes	Juliette Brisac	Administrateur
	Monique Cohen	Administrateur
M.	Hugues Epailard	Administrateur
Mmes	Marion Guillou	Administrateur
	Vanessa Lepoultier	Administrateur
	Lieve Logghe	Administrateur
	Marie-Christine Lombard	Administrateur
M.	Christian Noyer	Administrateur
Mmes	Daniela Schwarzer	Administrateur
	Annemarie Straathof	Administrateur
M.	Michel Tilmant	Administrateur

PARTICIPENT A LA SEANCE

MM.	Michel Pébereau	Président d'Honneur
	Bertrand de Mazières	Censeur
	Lars Machenil	Directeur Financier du Groupe
	Damien Leurent et Olivier Drion	Commissaires aux comptes
Mme	Clara Suc	Secrétaire du CSEC

* * *

Mmes Guylaine Dyèvre, Anne-Claire Brousse, Elena Costa et M. Julien Ruderman assurent le Secrétariat du Conseil d'administration.

Plus de la moitié des Administrateurs étant présents, le Président constate que le Conseil d'administration peut valablement délibérer et ouvre la séance.

[...]

III. Emission d'obligations convertibles en actions (AT1) – Subdélégation à la Direction Générale

M. Lars Machenil rappelle que dans la continuité de ce qui a été fait en 2024, le Conseil d'administration du 25 février 2025 a arrêté un projet de résolution spécifique qui sera soumis à l'Assemblée Générale Extraordinaire de ce jour, en vue de déléguer au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider la réalisation de l'émission d'obligations super-subordonnées, convertibles en actions ordinaires de BNP Paribas, dans le cas où le ratio *Common Equity Tier One* (« CET 1 ») du Groupe deviendrait inférieur au seuil de 5,125% ou tout autre seuil fixé par la réglementation permettant de retenir une qualification d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1.

Il précise qu'à la différence de ce qui a été fait en 2024, le projet de résolution qui sera soumis à l'Assemblée Générale Extraordinaire ne limite plus la délégation de compétence qui serait consentie au Conseil d'administration à l'émission d'obligations convertibles libellées en dollars US, mais vise désormais l'émission d'obligations convertibles libellées en toute devise autre que l'euro. Les actions ordinaires issues de la conversion de ces obligations seront en revanche toujours libellées en euros.

Sous réserve du vote de cette résolution par l'Assemblée Générale Extraordinaire, l'émission des obligations convertibles doit être décidée par le Conseil d'administration dans les conditions fixées par l'article L. 225-129-2 du Code de commerce.

Conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-49 du Code de commerce, le Conseil d'administration peut, dans les limites qu'il aura préalablement fixées, subdéléguer au Directeur Général ou, en accord avec ce dernier, à un ou plusieurs Directeurs Généraux délégués, le pouvoir de décider la réalisation de l'émission ainsi que celui d'y surseoir. Dans cette hypothèse, les personnes désignées devront rendre compte au Conseil d'administration de l'utilisation faite de ce pouvoir dans les conditions prévues par ce dernier. Par ailleurs, le Conseil d'administration devra établir, une fois qu'il aura été fait usage de l'autorisation, un rapport complémentaire décrivant les conditions définitives de l'opération.

M. Lars Machenil précise qu'en cas d'approbation de la résolution précitée par l'Assemblée Générale Extraordinaire, le plafond d'augmentation de capital s'élèvera à 220 M€, sans pouvoir excéder 10% du capital social par an, cette limite s'appréciant à la date de chaque décision d'émission d'obligations convertibles en actions en tenant compte de l'émission considérée ainsi que des émissions réalisées pendant la période de 12 mois précédant ladite émission.

A titre indicatif, à ce jour, le montant disponible est de 184.619.334€¹, ce montant pouvant être réduit ou augmenté en fonction des utilisations de l'autorisation qui seront faites sur une période de 12 mois glissants et des opérations qui pourront, le cas échéant, modifier le montant du capital social de BNP Paribas. Ce plafond ne s'applique pas aux émissions d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 dotés d'un mécanisme de *write-down* séparément autorisées au titre d'une délégation générale en matière d'émission de titres de créances consentie par le Conseil d'administration.

Il expose aux administrateurs l'intérêt que représenterait pour BNP Paribas le renouvellement de cette subdélégation de pouvoir permettant de continuer à réaliser des émissions du type visé par la 23^{ème} résolution soumise à l'Assemblée Générale Extraordinaire devant se tenir ce jour et de disposer d'une flexibilité dans la réalisation de ces émissions pour pouvoir saisir d'éventuelles fenêtres de marché.

C'est pourquoi, il est proposé au Conseil d'administration de subdéléguer sa compétence à la Direction générale, en vue de réaliser de telles émissions si les conditions de marché le permettent.

¹ Il est en effet rappelé que 10% du capital social correspond à ce jour à un montant de 226.162.134€ et que le montant nominal maximum de l'augmentation de capital décidée au titre de l'émission d'obligations convertibles en actions (AT1) réalisée le 3 septembre 2024 soit dans les 12 derniers mois s'élève à 41.542.800€. Par conséquent, après déduction du montant de 41.542.800€ susvisé, le montant nominal disponible des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées dans le cadre de l'émission d'obligations convertibles en actions est à ce jour de 184.619.334€, ce montant étant inférieur au montant nominal maximum de 220M€ prévu par la résolution d'Assemblée Générale Extraordinaire susvisée.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'administration décide, dans le cadre et sous condition suspensive de l'approbation de la 23^{ème} résolution par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 mai 2025, de subdéléguer, chacun pouvant agir séparément, à M. Jean-Laurent Bonnafé, en qualité de Directeur Général et, ce dernier ayant donné son accord, à MM. Thierry Laborde et Yann Gérardin, en qualité de Directeurs Généraux délégués, le pouvoir de décider la réalisation de l'émission, en une ou plusieurs fois, avec suppression du droit préférentiel de souscription, tant en France qu'à l'étranger, par offre de titres financiers adressée exclusivement à un cercle restreint d'investisseurs agissant pour compte propre et/ou à des investisseurs qualifiés, conformément à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier, dans les proportions et aux époques qu'ils apprécieront, d'obligations super-subordonnées (au sens de l'article L. 228-97 du Code de commerce) qui seraient convertibles en actions ordinaires de BNP Paribas dans le cas où le ratio *Common Equity Tier One* (« CET 1 ») du Groupe deviendrait inférieur au seuil de 5,125% ou tout autre seuil fixé par la réglementation permettant de retenir une qualification d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1, ainsi que la ou les augmentations de capital corrélatives. Ces obligations convertibles pourront être libellées en toute devise autre que l'euro, les actions ordinaires issues de la conversion de ces obligations seront en revanche toujours libellées en euros. Le Conseil d'administration décide enfin que, conformément à l'article L. 22-10-49 du Code de commerce, les délégataires auront, en sus de la faculté de décider de la réalisation desdites émissions, celle d'y surseoir.

Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente subdélégation, est fixé, conformément à la résolution de l'Assemblée Générale précitée, à 220 M€, sans pouvoir excéder 10% du capital social par an (étant précisé que cette limite s'appréciera à la date de chaque décision d'émission d'obligations convertibles en actions, en tenant compte de l'émission considérée ainsi que des émissions réalisées pendant la période de 12 mois précédant ladite émission).

Après en avoir délibéré, le Conseil d'administration confère aux délégataires désignés tous pouvoirs, dans les conditions fixées par la loi et notamment par l'article L. 22-10-49 du Code de commerce, et selon les conditions fixées par la 23^{ème} résolution de l'Assemblée Générale précitée, à l'effet notamment de :

- décider de réaliser, en une ou plusieurs opérations, l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, tant en France qu'à l'étranger, par offre de titres financiers adressée exclusivement à un cercle restreint d'investisseurs agissant pour compte propre et/ou à des investisseurs qualifiés, conformément à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier dans les proportions et aux époques qu'ils apprécieront, d'obligations super-subordonnées (au sens de l'article L. 228-97 du Code de commerce) qui pourraient être libellées en toute devise autre que l'euro et qui seraient convertibles en actions ordinaires de BNP Paribas dans le cas où le ratio CET 1 du Groupe deviendrait inférieur au seuil de 5,125% ou tout autre seuil fixé par la réglementation permettant de retenir une qualification d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1, ainsi que la ou les augmentations de capital corrélatives, et plus généralement d'annoncer et de lancer l'opération, de décider de réaliser l'émission ou, le cas échéant, d'y surseoir (en fonction notamment des conditions de marché) ;
- déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que les caractéristiques des valeurs mobilières à créer, d'arrêter les prix ou modalités de sa détermination et conditions des émissions, de fixer les montants à émettre, de fixer la date de jouissance même rétroactive des titres à émettre, de déterminer le mode de libération des valeurs mobilières émises et les conditions dans lesquelles ces valeurs mobilières donneront droit à des actions ordinaires ou seront converties (y compris de plein droit) en actions ordinaires, de prévoir, le cas échéant, les conditions de leur rachat ou échange en bourse et de leur éventuelle annulation ainsi que la possibilité de suspension de l'exercice des droits d'attribution d'actions ordinaires attachés aux valeurs mobilières à émettre et de fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée la protection des intérêts des titulaires de valeurs mobilières donnant à terme accès au capital social et ce, dans les conditions fixées par la loi et la réglementation et/ou le contrat d'émission ; étant précisé que, pour tenir compte de la devise qui aura été choisie pour le libellé des obligations convertibles en actions, il pourra être opéré toute conversion en euros ou dans la devise qui aura été choisie pour le libellé des obligations convertibles concernées des montants visés dans la 23^{ème} résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 mai 2025, et ce, dans les conditions qui seront précisées dans le contrat d'émission ;

- procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale et prendre généralement toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- fixer le taux d'intérêt des obligations et leurs modalités de paiement, déterminer l'existence ou non d'une prime d'émission, les modalités d'amortissement, en fonction notamment des conditions du marché et en respectant les conditions fixées par la 23^{ème} résolution de l'Assemblée Générale précitée ;
- fixer, conformément aux dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, toute modalité permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ou autres droits donnant accès au capital (y compris par voie d'ajustements en numéraire) ;
- procéder à tous ajustements (y compris l'ajustement corrélatif du prix minimum d'émission visé par la 23^{ème} résolution de l'Assemblée Générale précitée) destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital ou les capitaux propres de BNP Paribas, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, d'attribution gratuite d'actions aux actionnaires, de division ou de regroupement de titres, de distribution de dividende exceptionnel, réserves, primes ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur le capital ou les capitaux propres ;
- prendre généralement toutes dispositions utiles pour parvenir à la bonne fin de l'émission et constater la réalisation, le cas échéant, de chaque augmentation de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts.

Le Conseil d'administration rappelle que l'émission susvisée emportera de plein droit au profit des porteurs des obligations convertibles ainsi émises renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles auxquelles lesdites obligations convertibles donneraient droit.

Le Conseil d'administration donne tous pouvoirs, en tant que de besoin, au Directeur Général, et celui-ci ayant donné son accord, aux Directeurs Généraux délégués, avec faculté de subdéléguer dans les conditions permises par la loi, à l'effet de conclure tous accords (en ce compris notamment le contrat de placement, le contrat d'agent, le contrat relatif au service des titres et le contrat d'agent de calcul) et signer tous documents utiles ou nécessaires à la réalisation des opérations qui seraient décidées par le Directeur Général ou un Directeur Général délégué, et notamment conclure tous accords et conventions, établir et signer tous documents d'information y relatifs, procéder à toutes les formalités et dépôts nécessaires, notamment auprès des autorités boursières, demander l'admission aux négociations des obligations convertibles sur le marché réglementé d'Euronext à Paris ou sur tout autre marché réglementé ou non réglementé et l'admission des actions ordinaires nouvelles de BNP Paribas résultant de leur conversion sur le marché réglementé d'Euronext à Paris, et plus généralement prendre toutes mesures utiles, faire toutes démarches et remplir toutes formalités utiles ou nécessaires pour parvenir à la réalisation définitive des émissions susvisées, à l'admission aux négociations et au service des titres émis ainsi qu'à tous ajustements résultant de ces émissions.

Les délégataires désignés rendront compte au Conseil d'administration, à l'occasion de l'une des premières séances du Conseil d'administration qui suivra la décision d'émission, de toute utilisation des pouvoirs qui leur sont conférés par la présente délibération.

Le Conseil d'administration établira, au moment où il a connaissance d'un usage qui a été fait de l'autorisation, le rapport complémentaire prévu aux articles L. 225-129-5 et R. 225-116 du Code de commerce.

Cette subdélégation est valable pendant toute la durée de la délégation conférée par la 23^{ème} résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 mai 2025 (soit jusqu'au 13 juillet 2026), sauf révocation par le Conseil d'administration pendant cette période.

M. Jean Lemierre remercie M. Lars Machenil.

[...]

Extrait certifié conforme
Paris, le 13 mai 2025



Julien RUDERMAN
Adjoint au Secrétaire du Conseil d'administration

ANNEXE 3

Décision d'émission du 25 novembre 2025



BNP PARIBAS

BNP PARIBAS
Société anonyme
au capital de 2.233.569.514 euros
Siège social : 16, boulevard des Italiens – 75009 Paris
662 042 449 RCS PARIS
(la « Société »)

**DECISION DU DIRECTEUR GENERAL ARRETANT LES MODALITES D'UNE EMISSION
D'OBLIGATIONS
SUPER-SUBORDONNEES CONVERTIBLES EN ACTIONS ORDINAIRES
AVEC SUPPRESSION DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION**

Le 25 novembre 2025,

Je soussigné, Jean-Laurent Bonnafé, Directeur Général – Administrateur de BNP Paribas S.A.,

1. après avoir rappelé que :

- (a) l'assemblée générale mixte des actionnaires de la Société réunie le 13 mai 2025 (l'« AG ») a, dans sa vingt-troisième résolution, telle que reproduite en Annexe 1 de la présente décision et adoptée par les actionnaires dans les conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, délégué au Conseil d'administration (le « CA »), avec faculté de subdélégation, sa compétence à l'effet de décider et réaliser l'émission d'obligations super-subordonnées convertibles en actions ordinaires de BNP Paribas, avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans le cas où le ratio *Common Equity Tier One* (« CET 1 ») du groupe deviendrait inférieur au seuil de 5,125% ou tout autre seuil fixé par la réglementation permettant de retenir une qualification d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 (les « Obligations AT1 ») ; et
- (b) le CA a, dans sa séance du 13 mai 2025 tenue immédiatement avant l'AG, telle que reproduite en Annexe 2 de la présente décision, sous condition suspensive de l'adoption par l'AG de la vingt-troisième résolution qui lui était soumise, et en vertu de la délégation qui lui serait ainsi conférée, subdélégué à, chacun pouvant agir séparément, M. Jean-Laurent Bonnafé, en qualité de Directeur Général et, ce dernier ayant donné son accord, à MM. Thierry Laborde et Yann Gérardin, en qualité de Directeurs Généraux délégués, le pouvoir de décider de la réalisation de l'émission des Obligations AT1 ainsi que celui d'y surseoir, dans les conditions fixées conformément à la vingt-troisième résolution de l'AG et conféré aux délégataires désignés tous pouvoirs, dans les conditions fixées par la loi, et selon les conditions fixées par l'AG précitée, à l'effet notamment de la réalisation de l'émission des Obligations AT1 ;

2. faisant usage des pouvoirs qui m'ont été conférés par le CA le 13 mai 2025 et conformément à la décision de l'AG rappelée ci-dessus, résultant de l'adoption de la vingt-troisième résolution par les actionnaires, après avoir rappelé et constaté que :

- (i) le plafond des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la vingt-troisième résolution de l'AG a été fixé à 220.000.000 euros sans pouvoir excéder 10% du capital social par an ;
- (ii) compte tenu de l'émission d'Obligations AT1 décidée le 23 juin 2025 dans le cadre de la vingt-troisième résolution susvisée dont la conversion donnerait lieu (hors ajustement) à une augmentation de capital d'un montant nominal de 49.039.800 euros, montant s'imputant sur le plafond de 220.000.000 d'euros fixé par ladite résolution, le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées, au jour de la présente décision, dans le cadre de la vingt-troisième résolution susvisée est de 170.960.200 euros ;
- (iii) en outre, comme indiqué au (i) ci-dessus, le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées dans le cadre d'émissions d'Obligations AT1 ne peut excéder 10% du capital social par an, étant précisé que cette limite s'apprécie à la date de chaque décision d'émission d'Obligations AT1 en tenant compte de ladite émission et des émissions d'Obligations AT1 réalisées au cours des douze mois précédant ladite émission ;
- (iv) au jour de la présente décision, (x) 10% du capital social correspond à 223.356.951 euros, et (y) après déduction du montant susvisé de 49.039.800 euros constituant l'unique émission d'AT1 intervenue au cours des 12 mois précédant la présente décision, le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées dans le cadre d'émissions d'Obligations AT1, dans la limite du plafond de 10% susvisé, s'élève à 174.317.151 euros ;
- (v) par conséquent, le montant nominal disponible des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées dans le cadre d'émissions d'Obligations AT1 au jour de la présente décision s'élève à 170.960.200 euros, ce montant étant inférieur au montant maximum de 174.317.151 euros mentionné au (iv) ci-dessus ; et
- (vi) le capital de la Société est entièrement libéré,

décide, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-49 du Code de commerce, de réaliser, dans le cadre du *Global Additional Tier 1 Notes Program* du 19 juin 2025 (tel que supplémenté à tout moment, le « **Programme** ») de la Société, une émission d'Obligations AT1 – Série 02 qui seront soumises au droit français (les « **Obligations AT1 AUD** »), avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans le cadre d'une offre au public adressée exclusivement à des investisseurs qualifiés conformément à l'article L. 411-2, 1° du Code monétaire et financier (selon la procédure dite de construction du livre d'ordres telle que développée par les usages professionnels), et d'arrêter les modalités définitives de ces Obligations AT1 AUD conformément aux *terms and conditions of the French Law Notes* contenus dans le prospectus de base du Programme de la Société (les « **Termes et Conditions** »), complétés par le *final pricing term sheet* joint en Annexe 3 de la présente décision, et dont certaines caractéristiques sont résumées ci-après :

- montant nominal de l'émission : 750.000.000 dollars australiens ;

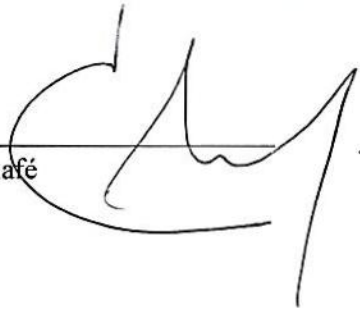
- nombre de titres émis : 3.750 Obligations AT1 AUD ;
- valeur nominale unitaire : la valeur nominale unitaire des Obligations AT1 AUD est fixée à 200.000 dollars australiens ;
- conversion en actions ordinaires :
 - la parité de conversion sera fixée en fonction du ratio entre la valeur nominale unitaire de chaque Obligation AT1 AUD et un prix par action ordinaire BNP Paribas égal à la moyenne des cours moyens quotidiens pondérés par les volumes lors des cinq séances de bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris précédant la conversion des Obligations AT1 AUD, sans toutefois que ce prix par action ordinaire BNP Paribas puisse être inférieur à un prix (le « **Prix Plancher** ») égal à 70% de la moyenne des cours moyens quotidiens pondérés par les volumes lors des cinq séances de bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris précédant la date de fixation du prix d'émission des Obligations AT1 AUD, tel qu'ajusté, le cas échéant, conformément aux Termes et Conditions, complétés par le *final pricing term sheet* joint en Annexe 3 de la présente décision ;
 - le Prix Plancher a été fixé à 86,0906 dollars australiens (sur la base d'un taux de conversion euro – dollars australiens égal à 1,78344), duquel il résulte un Maximum Conversion Ratio à l'émission égal à 2.323,1340 actions ordinaires par *Calculation Amount* (le *Calculation Amount* étant égal à la valeur nominale unitaire des Obligations AT1 AUD, cette parité de conversion correspond à la parité par Obligation AT1 AUD) ;
 - les Obligations AT1 AUD seront converties en actions ordinaires BNP Paribas nouvellement émises de plein droit au cas où le ratio CET 1 du Groupe deviendrait inférieur au seuil de 5,125% ;
 - sous réserve d'éventuels ajustements en application de la loi et/ou des stipulations des Termes et Conditions, le nombre maximum d'actions ordinaires BNP Paribas nouvelles à émettre en cas de conversion en actions des Obligations AT1 AUD serait de 8.711.752 actions ordinaires BNP Paribas d'une valeur nominale unitaire de 2 euros, représentant une augmentation de capital d'un montant nominal de 17.423.504 euros ;
- prix d'émission : le prix d'émission des Obligations AT1 AUD est égal au pair et sera payé en une seule fois le 2 décembre 2025 ;
- durée : les Obligations AT1 AUD ont une durée indéterminée ;
- taux nominal – intérêt : 7,000%, payable semestriellement le 2 juin et le 2 décembre, et pour la première fois le 2 juin 2026, jusqu'à la première date de réinitialisation du taux ; à partir de la première date de réinitialisation du taux, le taux applicable à chaque période d'intérêt sera un taux réinitialisé pour cette période, déterminé selon les modalités décrites dans les Termes et Conditions ;

- subordination : les Obligations AT1 AUD sont des obligations super-subordonnées conformément aux dispositions de l'article L. 228-97 du Code de commerce ;
- faculté de remboursement à la main de la Société :
 - à chaque date de réinitialisation du taux (*Reset Date*) tel que ce terme est défini dans les Termes et Conditions, pour la totalité des Obligations AT1 AUD encore en circulation et dans les conditions déterminées dans les Termes et Conditions ; et
 - à tout moment en cas de survenance d'un *Tax Event*, d'un *Capital Event* ou d'un *MREL/TLAC Disqualification Event* tel que ces termes sont définis dans les Termes et Conditions, pour la totalité des Obligations AT1 AUD encore en circulation et dans les conditions déterminées dans les Termes et Conditions ;
- substitution ou modifications : en cas de survenance d'un *Special Event* tel que ce terme est défini dans les Termes et Conditions, la Société pourra substituer des nouveaux titres en lieu et place des Obligations AT1 AUD ou modifier les conditions applicables aux Obligations AT1 AUD, sous réserve du respect des modalités et des conditions figurant dans les Termes et Conditions ;
- placement : le placement des Obligations AT1 AUD a été effectué le 25 novembre 2025 auprès d'investisseurs qualifiés et/ou institutionnels, notamment par BNP Paribas en qualité de Coordinateur Global et Teneur de Livre ;
- admission aux négociations : les Obligations AT1 AUD feront l'objet d'une cotation sur le marché Euro MTF du Luxembourg Stock Exchange sous le code ISIN FR0014014MD4 ;
- jouissance des actions émises à la suite de la conversion : si les Obligations AT1 AUD sont converties, les actions nouvelles issues de cette conversion donneront droit à toutes les distributions pour lesquelles il convient de justifier de la qualité d'actionnaire postérieurement à la date de leur émission ;
- droit préférentiel de souscription et délai de priorité : au titre de la vingt-troisième résolution de l'AG, les actionnaires ont renoncé à leur droit préférentiel de souscription relatif à l'émission des Obligations AT1 AUD et des actions à émettre, le cas échéant, au résultat de la conversion en actions des Obligations AT1 AUD ; il n'a pas été prévu de délai de priorité ;

les modalités détaillées de l'émission des Obligations AT1 AUD figurent dans les Termes et Conditions et le *final pricing term sheet* joint en Annexe 3 de la présente décision ;

3. donne tous pouvoirs par les présentes à Alain Papiasse, Lars Machenil, Nicolas Pillet, Valérie Brunerie, Cyril De Lambilly, Bertrand Bosvieux, Thomas Vidal, Ty-Meng Ngau, Jean-Marc Levy, Hugues Cauvin, chacun agissant séparément, afin de (i) signer au nom et pour le compte de la Société tout document ou contrat permettant la réalisation de l'émission des Obligations AT1 AUD selon les modalités qu'il vient de décider et leur admission aux négociations sur le marché Euro MTF du Luxembourg Stock Exchange et (ii) effectuer tous les dépôts et formalités utiles ou nécessaires.

Jean-Laurent Bonnafé
Directeur Général

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'C' followed by a series of loops and a final vertical stroke.

ANNEXE 1

Vingt-troisième résolution de l'Assemblée Générale des Actionnaires en date du 13 mai 2025

BNP PARIBAS

Société Anonyme au capital de 2.261.621.342 euros
Siège Social : 16, boulevard des Italiens, 75009 PARIS
662 042 449 R.C.S. PARIS

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DES ACTIONNAIRES

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée du 13 mai 2025

L'an deux mille vingt-cinq, mardi 13 mai, à 10 heures, les actionnaires de BNP Paribas (la « Société ») se sont réunis en Assemblée Générale Mixte (l'« Assemblée Générale » ou l'« Assemblée ») au Carrousel du Louvre, 99, rue de Rivoli, 75001 Paris, suivant avis préalable de réunion inséré dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 28 février 2025, et avis de convocation inséré dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 31 mars 2025 et le journal d'annonces légales Affiches Parisiennes du 29 mars 2025.

.....
M. Jean Lemierre, en sa qualité de Président du Conseil d'administration, préside l'Assemblée conformément à l'article 18 des Statuts de la Société (le « Président de l'Assemblée » ou le « Président »). M^{me} Laurence Bovy, Présidente de la Société Fédérale de Participations et d'Investissement (SFPI) et M. Axel Joly, membre du Conseil de surveillance du FCPE Actionnariat Monde, qui tant par eux-mêmes que comme mandataires représentent le plus grand nombre de voix et ayant accepté cette fonction, sont appelés comme Scrutateurs. M^{me} Guylaine Dyèvre est désignée comme Secrétaire.

.....
Le Président rappelle que la présente Assemblée, réunie sur première convocation, peut valablement délibérer, le quorum requis par la loi étant supérieur au quart des actions ayant le droit de vote.

.....
Le Président constate qu'il a été répondu à l'ensemble des questions écrites, au sens de l'article L. 225-108, alinéa 3 du Code de commerce, relevant de l'Assemblée Générale.

.....
Il invite l'Assemblée à passer au vote des résolutions. Il demande à la Secrétaire de l'Assemblée d'exposer les modalités pratiques du vote électronique.

Après lecture par M^{me} Guylaine Dyèvre du résumé des résolutions qui font l'objet de l'ordre du jour, celles-ci sont mises aux voix.

.....

PARTIE EXTRAORDINAIRE

Vingt-troisième résolution *(Augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans le cadre d'une offre visée à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier par émission d'obligations super-subordonnées contingentes convertibles libellées en toute devise autre que l'euro, qui ne seraient converties en actions ordinaires de BNP Paribas à émettre, dans la limite de 10 % du capital social, que dans le cas où le ratio Common Equity Tier One (« CET1 ») deviendrait inférieur à un seuil de 5,125 %).*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions de l'article 54 du Règlement (UE) n°575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement et modifiant le règlement (UE) n°648/2012, des articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce, notamment des articles L. 225-129-2, L. 225-135 et L. 225-136, ainsi que des articles L. 22-10-49, L. 22-10-52 et des articles L. 228-91 à L. 228-93 dudit Code ainsi que de l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier :

- délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence à l'effet de décider et réaliser, en une ou plusieurs fois, l'augmentation du capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, tant en France qu'à l'étranger, par offre de titres financiers adressée exclusivement à un cercle restreint d'investisseurs agissant pour compte propre et/ou à des investisseurs qualifiés, conformément à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier dans le cadre d'émissions, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, d'obligations super-subordonnées (au sens de l'article L. 228-97 du Code de commerce) convertibles en actions ordinaires de BNP Paribas dans le cas où le ratio Common Equity Tier One (CET 1) du groupe deviendrait inférieur au seuil de 5,125 % ou tout autre seuil fixé par la réglementation permettant de retenir une qualification d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1. Ces obligations convertibles pourront être libellées en toute devise autre que l'euro, étant toutefois rappelé que les actions ordinaires sont libellées en euros ;

- décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation, est fixé à 220 millions d'euros, sans pouvoir excéder 10 % du capital social par an (étant précisé que cette limite s'appréciera à la date de chaque émission d'obligations convertibles en actions, en tenant compte de l'émission considérée ainsi que des émissions réalisées pendant la période de 12 mois précédant ladite émission). Il est en outre précisé que la présente délégation a un objet distinct des délégations consenties aux termes des vingt-quatrième à vingt-sixième résolutions de l'assemblée générale du 14 mai 2024, et que dès lors, le montant maximum susvisé est un plafond distinct de ceux prévus par les plafonds globaux prévus à la vingt-septième résolution et à la vingt-neuvième résolution de l'assemblée générale du 14 mai 2024. En tant que de besoin, et pour répondre aux dispositions de l'article L. 225-129-2 du Code de commerce prévoyant la fixation par l'assemblée générale d'un plafond global en matière de délégation de compétence, il est précisé que ledit plafond global comprend le plafond de 10 % prévu par la présente délégation de compétence, ceux prévus par les vingt-quatrième à vingt-sixième résolutions et par la vingt-huitième résolution de l'assemblée générale du 14 mai 2024 ainsi que celui prévu par la vingt-quatrième résolution de la présente Assemblée ;

- décide qu'à ces plafonds s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre pour préserver, conformément aux dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs d'obligations convertibles en actions émises sur le fondement de la présente résolution ou de toute autre résolution ayant le même objet ;

- décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux valeurs mobilières à émettre ;

- prend acte du fait que, le cas échéant, la délégation susvisée emporte de plein droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de BNP Paribas qui seraient émises, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires auxquelles ces valeurs mobilières donneraient droit ;

- décide que les modalités de détermination du prix d'émission des actions ordinaires à émettre par conversion des obligations convertibles dans le cadre de la présente délégation seront fixées par le Conseil d'administration ; ce prix d'émission sera au moins égal à la moyenne des cours moyens quotidiens pondérés par les volumes lors des cinq séances de bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris précédant la conversion des obligations convertibles, étant entendu qu'il ne pourra toutefois être inférieur à 70 % de la moyenne des cours moyens quotidiens pondérés par les volumes lors des cinq séances de bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris précédant la date de fixation du prix d'émission des obligations convertibles ou un montant équivalent dans une autre devise, étant précisé que la libération des actions pourra être opérée en espèces, par compensation de créance et/ou par incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes ;

- décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment de décider des émissions, déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que les caractéristiques des valeurs mobilières à créer, d'arrêter les prix ou modalités de sa détermination et conditions des émissions, de fixer les montants à émettre, de fixer la date de jouissance même rétroactive des titres à émettre, de déterminer le mode de libération des valeurs mobilières émises et les conditions dans lesquelles ces valeurs mobilières donneront droit à des actions ordinaires ou seront converties (y compris de plein droit) en actions ordinaires, de prévoir, le cas échéant, les conditions de leur rachat ou échange en bourse et de leur éventuelle annulation ainsi que la possibilité de suspension de l'exercice des droits d'attribution d'actions ordinaires attachés aux valeurs mobilières à émettre et de fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée la protection des intérêts des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital social et ce, dans les conditions fixées par la loi et la réglementation ou le contrat d'émission ; étant précisé que, pour tenir compte de la devise qui aura été choisie pour le libellé des obligations convertibles, il pourra être opéré toute conversion, en euros ou dans la devise qui aura été choisie pour le libellé des obligations convertibles concernées, de montants visés dans la présente résolution dans les conditions qui seront précisées dans le contrat d'émission ;

- décide que le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pourra procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale et prendre généralement toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;

- décide, en outre, que le Conseil d'administration aura également tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, notamment pour fixer le taux d'intérêt des obligations et leurs modalités de paiement, déterminer l'existence ou non d'une prime d'émission, les modalités d'amortissement en fonction notamment des conditions du marché, en respectant les conditions fixées ci-avant par la présente résolution ;

- décide que le Conseil d'administration pourra le cas échéant fixer, conformément aux dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, toute modalité permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ou autres droits donnant accès au capital (y compris par voie d'ajustements en numéraire) ;

- décide en outre que le Conseil d'administration pourra le cas échéant procéder à tous ajustements (y compris l'ajustement corrélatif du prix minimum d'émission visé ci-dessus) destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital ou les capitaux propres de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, d'attribution gratuite d'actions aux actionnaires, de division ou de regroupement de titres, de distribution de dividende exceptionnel, réserves, primes ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur le capital ou les capitaux propres ; et

- décide enfin que le Conseil d'administration pourra constater la réalisation, le cas échéant, de chaque augmentation de capital et procéder aux modifications corrélatives des Statuts.

La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable, à compter de la présente Assemblée, pour une durée de 14 mois et rend caduque, à hauteur du montant non utilisé, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Cette résolution est adoptée par 796 206 757 voix pour, 14 200 903 voix contre, et 394 466 abstentions.

.....

Trente-et-unième résolution (*Pouvoirs pour formalités*).

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée Générale Mixte pour effectuer toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicité prévus par la législation en vigueur relatifs à l'ensemble des résolutions qui précèdent.

Cette résolution est adoptée par 810 271 121 voix pour, 42 659 voix contre, et 488 346 abstentions.

.....

Extrait certifié conforme
Paris, le 13 mai 2025



Guylaine DYEVRE
Secrétaire de l'Assemblée

ANNEXE 2

Décision du Conseil d'administration en date du 13 mai 2025

BNP PARIBAS

Société Anonyme au capital de 2.261.621.342 euros
Siège Social : 16, boulevard des Italiens – 75009 PARIS
662 042 449 R.C.S PARIS

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Extrait du Procès-verbal de la séance du 13 mai 2025 (8 heures 30)

PRESENTS

MM.	Jean Lemierre	Président
	Jean-Laurent Bonnafé	Administrateur Directeur Général
	Jacques Aschenbroich	Administrateur
Mmes	Juliette Brisac	Administrateur
	Monique Cohen	Administrateur
M.	Hugues Epaillard	Administrateur
Mmes	Marion Guillou	Administrateur
	Vanessa Lepoultier	Administrateur
	Lieve Logghe	Administrateur
	Marie-Christine Lombard	Administrateur
M.	Christian Noyer	Administrateur
Mmes	Daniela Schwarzer	Administrateur
	Annemarie Straathof	Administrateur
M.	Michel Tilmant	Administrateur

PARTICIPENT A LA SEANCE

MM.	Michel Pébereau	Président d'Honneur
	Bertrand de Mazières	Censeur
	Lars Machenil	Directeur Financier du Groupe
	Damien Leurent et Olivier Drion	Commissaires aux comptes
Mme	Clara Suc	Secrétaire du CSEC

* * *

Mmes Guylaine Dyèvre, Anne-Claire Brousse, Elena Costa et M. Julien Ruderman assurent le Secrétariat du Conseil d'administration.

Plus de la moitié des Administrateurs étant présents, le Président constate que le Conseil d'administration peut valablement délibérer et ouvre la séance.

[...]

III. Emission d'obligations convertibles en actions (AT1) – Subdélégation à la Direction Générale

M. Lars Machenil rappelle que dans la continuité de ce qui a été fait en 2024, le Conseil d'administration du 25 février 2025 a arrêté un projet de résolution spécifique qui sera soumis à l'Assemblée Générale Extraordinaire de ce jour, en vue de déléguer au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider la réalisation de l'émission d'obligations super-subordonnées, convertibles en actions ordinaires de BNP Paribas, dans le cas où le ratio *Common Equity Tier One* (« CET 1 ») du Groupe deviendrait inférieur au seuil de 5,125% ou tout autre seuil fixé par la réglementation permettant de retenir une qualification d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1.

Il précise qu'à la différence de ce qui a été fait en 2024, le projet de résolution qui sera soumis à l'Assemblée Générale Extraordinaire ne limite plus la délégation de compétence qui serait consentie au Conseil d'administration à l'émission d'obligations convertibles libellées en dollars US, mais vise désormais l'émission d'obligations convertibles libellées en toute devise autre que l'euro. Les actions ordinaires issues de la conversion de ces obligations seront en revanche toujours libellées en euros.

Sous réserve du vote de cette résolution par l'Assemblée Générale Extraordinaire, l'émission des obligations convertibles doit être décidée par le Conseil d'administration dans les conditions fixées par l'article L. 225-129-2 du Code de commerce.

Conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-49 du Code de commerce, le Conseil d'administration peut, dans les limites qu'il aura préalablement fixées, subdéléguer au Directeur Général ou, en accord avec ce dernier, à un ou plusieurs Directeurs Généraux délégués, le pouvoir de décider la réalisation de l'émission ainsi que celui d'y surseoir. Dans cette hypothèse, les personnes désignées devront rendre compte au Conseil d'administration de l'utilisation faite de ce pouvoir dans les conditions prévues par ce dernier. Par ailleurs, le Conseil d'administration devra établir, une fois qu'il aura été fait usage de l'autorisation, un rapport complémentaire décrivant les conditions définitives de l'opération.

M. Lars Machenil précise qu'en cas d'approbation de la résolution précitée par l'Assemblée Générale Extraordinaire, le plafond d'augmentation de capital s'élèvera à 220 M€, sans pouvoir excéder 10% du capital social par an, cette limite s'appréciant à la date de chaque décision d'émission d'obligations convertibles en actions en tenant compte de l'émission considérée ainsi que des émissions réalisées pendant la période de 12 mois précédant ladite émission.

A titre indicatif, à ce jour, le montant disponible est de 184.619.334€¹, ce montant pouvant être réduit ou augmenté en fonction des utilisations de l'autorisation qui seront faites sur une période de 12 mois glissants et des opérations qui pourront, le cas échéant, modifier le montant du capital social de BNP Paribas. Ce plafond ne s'applique pas aux émissions d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 dotés d'un mécanisme de *write-down* séparément autorisées au titre d'une délégation générale en matière d'émission de titres de créances consentie par le Conseil d'administration.

Il expose aux administrateurs l'intérêt que représenterait pour BNP Paribas le renouvellement de cette subdélégation de pouvoir permettant de continuer à réaliser des émissions du type visé par la 23^{ème} résolution soumise à l'Assemblée Générale Extraordinaire devant se tenir ce jour et de disposer d'une flexibilité dans la réalisation de ces émissions pour pouvoir saisir d'éventuelles fenêtres de marché.

C'est pourquoi, il est proposé au Conseil d'administration de subdéléguer sa compétence à la Direction générale, en vue de réaliser de telles émissions si les conditions de marché le permettent.

¹ Il est en effet rappelé que 10% du capital social correspond à ce jour à un montant de 226.162.134€ et que le montant nominal maximum de l'augmentation de capital décidée au titre de l'émission d'obligations convertibles en actions (AT1) réalisée le 3 septembre 2024 soit dans les 12 derniers mois s'élève à 41.542.800€. Par conséquent, après déduction du montant de 41.542.800€ susvisé, le montant nominal disponible des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées dans le cadre de l'émission d'obligations convertibles en actions est à ce jour de 184.619.334€, ce montant étant inférieur au montant nominal maximum de 220M€ prévu par la résolution d'Assemblée Générale Extraordinaire susvisée.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'administration décide, dans le cadre et sous condition suspensive de l'approbation de la 23^{ème} résolution par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 mai 2025, de subdéléguer, chacun pouvant agir séparément, à M. Jean-Laurent Bonnafé, en qualité de Directeur Général et, ce dernier ayant donné son accord, à MM. Thierry Laborde et Yann Gérardin, en qualité de Directeurs Généraux délégués, le pouvoir de décider la réalisation de l'émission, en une ou plusieurs fois, avec suppression du droit préférentiel de souscription, tant en France qu'à l'étranger, par offre de titres financiers adressée exclusivement à un cercle restreint d'investisseurs agissant pour compte propre et/ou à des investisseurs qualifiés, conformément à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier, dans les proportions et aux époques qu'ils apprécieront, d'obligations super-subordonnées (au sens de l'article L. 228-97 du Code de commerce) qui seraient convertibles en actions ordinaires de BNP Paribas dans le cas où le ratio *Common Equity Tier One* (« CET 1 ») du Groupe deviendrait inférieur au seuil de 5,125% ou tout autre seuil fixé par la réglementation permettant de retenir une qualification d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1, ainsi que la ou les augmentations de capital corrélatives. Ces obligations convertibles pourront être libellées en toute devise autre que l'euro, les actions ordinaires issues de la conversion de ces obligations seront en revanche toujours libellées en euros. Le Conseil d'administration décide enfin que, conformément à l'article L. 22-10-49 du Code de commerce, les délégataires auront, en sus de la faculté de décider de la réalisation desdites émissions, celle d'y surseoir.

Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente subdélégation, est fixé, conformément à la résolution de l'Assemblée Générale précitée, à 220 M€, sans pouvoir excéder 10% du capital social par an (étant précisé que cette limite s'appréciera à la date de chaque décision d'émission d'obligations convertibles en actions, en tenant compte de l'émission considérée ainsi que des émissions réalisées pendant la période de 12 mois précédant ladite émission).

Après en avoir délibéré, le Conseil d'administration confère aux délégataires désignés tous pouvoirs, dans les conditions fixées par la loi et notamment par l'article L. 22-10-49 du Code de commerce, et selon les conditions fixées par la 23^{ème} résolution de l'Assemblée Générale précitée, à l'effet notamment de :

- décider de réaliser, en une ou plusieurs opérations, l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, tant en France qu'à l'étranger, par offre de titres financiers adressée exclusivement à un cercle restreint d'investisseurs agissant pour compte propre et/ou à des investisseurs qualifiés, conformément à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier dans les proportions et aux époques qu'ils apprécieront, d'obligations super-subordonnées (au sens de l'article L. 228-97 du Code de commerce) qui pourraient être libellées en toute devise autre que l'euro et qui seraient convertibles en actions ordinaires de BNP Paribas dans le cas où le ratio CET 1 du Groupe deviendrait inférieur au seuil de 5,125% ou tout autre seuil fixé par la réglementation permettant de retenir une qualification d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1, ainsi que la ou les augmentations de capital corrélatives, et plus généralement d'annoncer et de lancer l'opération, de décider de réaliser l'émission ou, le cas échéant, d'y surseoir (en fonction notamment des conditions de marché) ;
- déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que les caractéristiques des valeurs mobilières à créer, d'arrêter les prix ou modalités de sa détermination et conditions des émissions, de fixer les montants à émettre, de fixer la date de jouissance même rétroactive des titres à émettre, de déterminer le mode de libération des valeurs mobilières émises et les conditions dans lesquelles ces valeurs mobilières donneront droit à des actions ordinaires ou seront converties (y compris de plein droit) en actions ordinaires, de prévoir, le cas échéant, les conditions de leur rachat ou échange en bourse et de leur éventuelle annulation ainsi que la possibilité de suspension de l'exercice des droits d'attribution d'actions ordinaires attachés aux valeurs mobilières à émettre et de fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée la protection des intérêts des titulaires de valeurs mobilières donnant à terme accès au capital social et ce, dans les conditions fixées par la loi et la réglementation et/ou le contrat d'émission ; étant précisé que, pour tenir compte de la devise qui aura été choisie pour le libellé des obligations convertibles en actions, il pourra être opéré toute conversion en euros ou dans la devise qui aura été choisie pour le libellé des obligations convertibles concernées des montants visés dans la 23^{ème} résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 mai 2025, et ce, dans les conditions qui seront précisées dans le contrat d'émission ;

- procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale et prendre généralement toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- fixer le taux d'intérêt des obligations et leurs modalités de paiement, déterminer l'existence ou non d'une prime d'émission, les modalités d'amortissement, en fonction notamment des conditions du marché et en respectant les conditions fixées par la 23^{ème} résolution de l'Assemblée Générale précitée ;
- fixer, conformément aux dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres modalités de préservation, toute modalité permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ou autres droits donnant accès au capital (y compris par voie d'ajustements en numéraire) ;
- procéder à tous ajustements (y compris l'ajustement corrélatif du prix minimum d'émission visé par la 23^{ème} résolution de l'Assemblée Générale précitée) destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital ou les capitaux propres de BNP Paribas, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, d'attribution gratuite d'actions aux actionnaires, de division ou de regroupement de titres, de distribution de dividende exceptionnel, réserves, primes ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur le capital ou les capitaux propres ;
- prendre généralement toutes dispositions utiles pour parvenir à la bonne fin de l'émission et constater la réalisation, le cas échéant, de chaque augmentation de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts.

Le Conseil d'administration rappelle que l'émission susvisée emportera de plein droit au profit des porteurs des obligations convertibles ainsi émises renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles auxquelles lesdites obligations convertibles donneraient droit.

Le Conseil d'administration donne tous pouvoirs, en tant que de besoin, au Directeur Général, et celui-ci ayant donné son accord, aux Directeurs Généraux délégués, avec faculté de subdéléguer dans les conditions permises par la loi, à l'effet de conclure tous accords (en ce compris notamment le contrat de placement, le contrat d'agent, le contrat relatif au service des titres et le contrat d'agent de calcul) et signer tous documents utiles ou nécessaires à la réalisation des opérations qui seraient décidées par le Directeur Général ou un Directeur Général délégué, et notamment conclure tous accords et conventions, établir et signer tous documents d'information y relatifs, procéder à toutes les formalités et dépôts nécessaires, notamment auprès des autorités boursières, demander l'admission aux négociations des obligations convertibles sur le marché réglementé d'Euronext à Paris ou sur tout autre marché réglementé ou non réglementé et l'admission des actions ordinaires nouvelles de BNP Paribas résultant de leur conversion sur le marché réglementé d'Euronext à Paris, et plus généralement prendre toutes mesures utiles, faire toutes démarches et remplir toutes formalités utiles ou nécessaires pour parvenir à la réalisation définitive des émissions susvisées, à l'admission aux négociations et au service des titres émis ainsi qu'à tous ajustements résultant de ces émissions.

Les délégataires désignés rendront compte au Conseil d'administration, à l'occasion de l'une des premières séances du Conseil d'administration qui suivra la décision d'émission, de toute utilisation des pouvoirs qui leur sont conférés par la présente délibération.

Le Conseil d'administration établira, au moment où il a connaissance d'un usage qui a été fait de l'autorisation, le rapport complémentaire prévu aux articles L. 225-129-5 et R. 225-116 du Code de commerce.

Cette subdélégation est valable pendant toute la durée de la délégation conférée par la 23^{ème} résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 mai 2025 (soit jusqu'au 13 juillet 2026), sauf révocation par le Conseil d'administration pendant cette période.

M. Jean Lemierre remercie M. Lars Machenil.

[...]

Extrait certifié conforme
Paris, le 13 mai 2025

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Julien RUDERMAN', with a long horizontal stroke extending to the right.

Julien RUDERMAN
Adjoint au Secrétaire du Conseil d'administration

ANNEXE 3

Final pricing term sheet des Obligations AT1 – Série 02

Indicative Pricing Term Sheet dated 25 November 2025



BNP PARIBAS

**Global Additional Tier 1 Notes Program
Series 02
Tranche 1**

AUD 750,000,000 Perpetual Fixed Rate Resetable Additional Tier 1 Contingent Convertible Notes

Terms used herein shall be deemed to be defined as such for the purposes of the “Terms and Conditions of the French Law Notes” (the “**Conditions**”) set forth in the Base Prospectus. This document constitutes the indicative pricing term sheet of the Notes described herein and must be read in conjunction with the Base Prospectus (including the documents incorporated by reference herein and therein). Full information on the Issuer and the offer of the Notes as of the date of this indicative pricing term sheet dated is only available on the basis of the combination of this indicative pricing term sheet and the Base Prospectus. All terms and conditions contained herein are subject to and will be superseded by final documentation (including the Base Prospectus dated 19 June 2025 (including any supplement thereto) (the “**Base Prospectus**”) and the pricing supplement dated on or about the Issue Date (the “**Pricing Supplement**”).

Prohibition of Sales to EEA Retail Investors – The Notes are not intended to be offered, sold or otherwise made available to and should not be offered, sold or otherwise made available to any retail investor in the European Economic Area (the “**EEA**”). For these purposes, a retail investor means a person who is one (or more) of: (i) a retail client as defined in point (11) of Article 4(1) of MiFID II or (ii) a customer within the meaning of Directive (EU) 2016/97 (as amended or superseded, the “**Insurance Distribution Directive**”), where that customer would not qualify as a professional client as defined in point (10) of Article 4(1) of MiFID II. Consequently, no key information document required by the Regulation (EU) No 1286/2014 (as amended, the “**PRIIPs Regulation**”) for offering or selling the Notes or otherwise making them available to retail investors in the EEA has been prepared and therefore offering or selling the Notes or otherwise making them available to any retail investor in the EEA may be unlawful under the PRIIPs Regulation.

MiFID II product governance / Professional investors and ECPs only target market – Solely for the purposes of each manufacturer’s product approval process, the target market assessment in respect of the Notes, taking into account the five categories referred to in item 19 of the Guidelines published by the ESMA on 3 August 2023, has led to the conclusion that: (i) the target market for the Notes is eligible counterparties and professional clients only, each as defined in MiFID II, and (ii) all channels for distribution of the Notes to eligible counterparties and professional clients are appropriate. The target market assessment indicates that the Notes are incompatible with the knowledge, experience, needs, characteristics and objectives of clients which are EEA retail investors and accordingly the Notes shall not be offered or sold to any EEA retail investors. Any person subsequently offering, selling or recommending the Notes (a “**distributor**”) should take into consideration the manufacturers’ target market assessment; however, a distributor subject to MiFID II is responsible for undertaking its own target market assessment in respect of the Notes (by either adopting or refining the manufacturers’ target market assessment) and determining appropriate distribution channels.

Prohibition of Sales to UK Retail Investors – The Notes are not intended to be offered, sold or otherwise made available to and should not be offered, sold or otherwise made available to any retail investor in the United Kingdom (“**UK**”). For these purposes, a retail investor means a person who is one (or more) of: (i) a retail client, as defined in point (8) of Article 2 of Regulation (EU) No 2017/565 as it forms part of the domestic law of the UK by virtue of the European Union (Withdrawal) Act 2018 (“**EUWA**”) or (ii) a customer within the meaning of the provisions of the Financial Services Market Act 2000 (“**FSMA**”) and any rules or regulations made under the FSMA to implement Directive (EU) 2016/97, where that customer would not qualify as a professional client, as defined in point (8) of Article

*A securities rating is not a recommendation to buy, sell or hold securities and may be subject to revision, suspension or withdrawal at any time.

2(1) of Regulation (EU) No 600/2014 as it forms part of the domestic law of the UK by virtue of the EUWA. Consequently, no key information document required by Regulation (EU) No 1286/2014 as it forms part of domestic law by virtue of the EUWA (the “**UK PRIIPs Regulation**”) for offering or selling the Notes or otherwise making them available to retail investors in the UK has been prepared and therefore offering or selling the Notes or otherwise making them available to any retail investor in the UK may be unlawful under the UK PRIIPs Regulation.

[UK MiFIR product governance / Professional investors and ECPs only target market – Solely for the purposes of the manufacturer’s product approval process, the target market assessment in respect of the Notes, has led to the conclusion that: (i) the target market for the Notes is only eligible counterparties, as defined in the Financial Conduct Authority’s (“FCA”) Handbook Conduct of Business Sourcebook (“COBS”), and professional clients, as defined in the Regulation (EU) No 600/2014 as it forms part of domestic law by virtue of the European Union (Withdrawal) Act 2018 (“**UK MiFIR**”), and (ii) all channels for distribution of the Notes to eligible counterparties and professional clients are appropriate. Any person subsequently offering, selling or recommending the Notes (a “**distributor**”) should take into consideration the manufacturer’s target market assessment; however, a distributor subject to the FCA Handbook Product Intervention and Product Governance Sourcebook (the “**UK MiFIR Product Governance Rules**”) is responsible for undertaking its own target market assessment in respect of the Notes (by either adopting or refining the manufacturer’s target market assessment) and determining appropriate distribution channels.]¹

SINGAPORE SFA PRODUCT CLASSIFICATION – In connection with Section 309B of the Securities and Futures Act 2001 of Singapore (the “SFA”) and the Securities and Futures (Capital Markets Products) Regulations 2018 of Singapore (the “**CMP Regulations 2018**”), unless otherwise specified before the offer of the Notes, the Issuer has determined, and hereby notifies all relevant persons (as defined in Section 309A(1) of the SFA), that the Notes are “prescribed capital markets products” (as defined in the CMP Regulations 2018) and Excluded Investment Products (as defined in MAS Notice SFA 04-N12: Notice on the Sale of Investment Products and MAS Notice FAA-N16: Notice on Recommendations on Investment Products). This base prospectus does not constitute an offer of, or an invitation by or on behalf of the Issuer or the Dealers or the Arranger to subscribe for, or purchase, any Notes.

Where acting as agent on behalf of a disclosed or undisclosed client when purchasing, or making or accepting an offer to purchase, any Notes from the Issuer and/or the Dealers, the foregoing representations, warranties, agreements and undertakings will be given by and be binding upon both the agent and its underlying client.

Issuer	BNP Paribas
Legal Entity Identifier (LEI)	R0MUWSFPU8MPRO8K5P83
Security	Perpetual Fixed Rate Resettable Additional Tier 1 Contingent Convertible Notes (the “ Notes ”).
Issuer Ratings*	Standard & Poor’s Global Ratings Europe Limited: A+ Moody’s Deutschland GmbH, Frankfurt am Main: A1 Fitch Ratings Ireland Limited: A+
Expected Security Ratings*	Standard & Poor’s Global Ratings Europe Limited: BBB- Fitch Ratings Ireland Limited: BBB
Joint Lead Managers	BNP Paribas, CBA, NAB, Westpac
Co-Managers (No Books)	Daiwa, Mizuho, Nomura
Pricing Date (T)	25 November 2025

¹ The legend may not be necessary if the managers in relation to the Notes are not subject to UK MiFIR and therefore there are no UK MiFIR manufacturers.

Issue Date	2 December 2025 (T + 5 Business Days)
Interest Commencement Date	2 December 2025
Maturity Date	Perpetual, with no fixed maturity or fixed redemption date
Principal Amount	AUD 750,000,000 Series: 02 Tranche: 1
Currency	Australian dollars (“AUD”)
Commissions	1.000%
All-in Price	99.000%
Net Proceeds	AUD 742,500,000
Rate of Interest	<p>The Notes are Fixed Rate Resettable Notes.</p> <p>From (and including) the Issue Date to (but excluding) the First Reset Date (as defined below), the interest rate on the Notes will be 7.000% per annum (the “Initial Rate of Interest”).</p> <p>From (and including) a Reset Date (as defined below) to (but excluding) the next Reset Date, the applicable per annum interest rate will be equal to the sum of the Reset Reference Rate on the relevant Reset Determination Date and 3.036% (the “Margin”) subject to Condition 4.5 (<i>Minimum Rate of Interest</i>).</p> <p>“Reset Determination Date” means the day falling two (2) Business Days prior to the Reset Date on which the relevant Reset Period commences.</p>
Interest Payment Dates	Interest on the Notes will be payable semi-annually in arrear on 2 June and 2 December of each year (subject to cancellation in accordance with Condition 4.9 (<i>Cancellation of Interest Amounts</i>)).
Reset Dates	2 June 2031 (the “ First Reset Date ”) and each fifth anniversary date thereafter.
Reset Reference Rate	AUD Semi Quarterly Mid-Swap Rate
Re-offer Spread vs Initial Mid-Swap Rate (Initial Margin)	3.036 %
Re-offer Price / Issue Price	100.00% of the Principal Amount
Re-offer Yield	7.000%
Cancellation of Interest Amounts	The Issuer may elect at its full discretion to cancel (in whole or in part) the Interest Amount otherwise scheduled to be paid on any Interest Payment Date notwithstanding that it has Distributable Items, or the Maximum Distributable Amount is greater than zero.

The Issuer will cancel the payment of an Interest Amount (in whole or in part) if the Relevant Regulator notifies the Issuer in writing that, in accordance with the Relevant Rules, it has determined that the Interest Amount (in whole or in part) should be cancelled based on its assessment of the financial and solvency situation of the Issuer.

In any case, the maximum Interest Amounts (including any additional amounts payable pursuant to Condition 8 (*Taxation*)) that may be payable (in whole or in part) under the Notes will not exceed an amount that:

- (i) when aggregated together with any interest payment or distributions which have been paid or made or which are required to be paid or made on other own funds items in the then current financial year (excluding any such interest payments on Tier 2 Capital instruments and/or which have already been provided for, by way of deduction, in the calculation of Distributable Items), is higher than the amount of Distributable Items (if any) then available to the Issuer; and
- (ii) when aggregated together with other distributions or payments of the kind referred to in Article L.511 41 1 A X of the French Monetary and Financial Code (*Code monétaire et financier*) (implementing Article 141(2) of the CRD), or in provisions of the Relevant Rules relating to other limitations on distributions or payments, as amended or replaced, would cause any Maximum Distributable Amount then applicable to be exceeded (to the extent the limitation in Article 141(3) of the CRD, or any other limitation related to the Maximum Distributable Amount in the CRD or the BRRD, is then applicable).

Optional Redemption (“Issuer Call”)

The Issuer may, at its option, redeem the then outstanding Notes in whole (but not in part) on any Optional Redemption Date at their outstanding principal amount, together with any unpaid and uncanceled accrued interest (in accordance with Conditions 7.2 (*Optional Redemption*)).

“**Optional Redemption Date**” means each of the Reset Dates.

Optional Redemption – Special Event

Upon the occurrence of a Tax Event, a Capital Event or a MREL/TLAC Disqualification Event (each a “**Special Event**”), the Issuer may, at its option, redeem the then outstanding Notes in whole (but not in part) at their outstanding principal amount, together with any unpaid and uncanceled accrued interest (in accordance with Conditions 7.3 (*Optional Redemption upon Tax Event*), 7.4 (*Optional Redemption upon Capital Event*) and 7.5 (*Optional Redemption upon MREL/TLAC Disqualification Event*), respectively).

The Notes may only be redeemed if the Relevant Regulator has given its prior permission to such redemption, if required, and any other conditions required by applicable law are met (in accordance with Condition 7.8 (*Conditions to Redemption or Purchase*)).

Clean-Up Call

Not applicable

Substitution and Variation

If a Special Event has occurred and is continuing, the Issuer may, at its option, without any requirement for the consent or approval of the Noteholders (and instead of redeeming the Notes in accordance with the Conditions), at any time substitute all (but not some only) of the Notes or vary the terms of all (but not some only) of the Notes so that they become or remain Compliant Securities, subject, among other things, to the prior permission of the Relevant Regulator (if required) (in accordance with and subject to Condition 7.9 (*Substitution/Variation*)).

Contractual Loss Absorption Mechanism

Conversion

Trigger Event

If, at any time, the Group CET1 Ratio is less than 5.125 per cent.

Write-Down upon Trigger Event

Not applicable

Reinstatement

Not applicable

Conversion upon Trigger Event

Applicable

If a Trigger Event occurs, the Notes shall be converted, in whole and not in part, into new fully paid Ordinary Shares of the Issuer (the “**Conversion Shares**”), based on the Conversion Ratio, on the date specified in the Conversion Notice as the date on which the Conversion shall take place (the “**Conversion Date**”).

The “**Conversion Ratio**”, as determined in respect of each Calculation Amount (i.e., the Specified Denomination) in principal amount of the Notes subject to Conversion, shall (subject to Conditions 5.2.2.3 and 5.2.2.4) be:

- (a) if the Current Market Price of an Ordinary Share is capable of being determined in accordance with the definition thereof, the lower of (i) the result (rounded to the nearest integral multiple of 0.0001 Ordinary Share (with 0.00005 being rounded up)) of the Calculation Amount divided by the Current Market Price of an Ordinary Share and (ii) the Maximum Conversion Ratio in effect on the Conversion Notice Date; or
- (b) if the Current Market Price of an Ordinary Share is not capable of being determined in accordance with the definition thereof, as per paragraph (a) above, the Maximum Conversion Ratio in effect on the Conversion Notice Date.

“**Maximum Conversion Ratio**” means initially 2,323.1340 Ordinary Shares per Calculation Amount (being the Calculation Amount divided by the initial Floor Price, rounded down to the nearest integral multiple of 0.0001 Ordinary Share), subject to adjustment from time to time pursuant to Condition 5.2.4.

“**Floor Price**” means (i) (initially) AUD 86.0906 per Ordinary Share (being €48.272168 per Ordinary Share (corresponding to 70% of the arithmetic average of the daily Volume Weighted Average Prices of an Ordinary Share on each of the five (5) consecutive Trading Days immediately preceding the pricing date of the Notes (i.e., 25 November 2025)), converted into Australian dollars at the Prevailing Rate on 24 November 2025 and rounded up to the nearest

integral multiple of AUD 0.0001), or (ii) upon any adjustment to the Maximum Conversion Ratio pursuant to Condition 5.2.4 at any time, such amount as is equal to the Calculation Amount divided by the Maximum Conversion Ratio in effect at such time.

This summary should be read together with Condition 5.2 (*Conversion of Convertible Notes*), detailing, among other things, the Conversion and settlement procedures and the adjustments that may be made to the Maximum Conversion Ratio.

Conversion Procedure and Settlement

Applicable

Conversion shall be made in accordance with the following procedures. The procedures set forth in Condition 5.2.3 are subject to change to reflect changes in clearing system practices.

The Conversion Date shall occur without delay upon the occurrence of a Trigger Event, and in any event not later than one (1) month (or such shorter period as the Relevant Regulator may require) following the occurrence of the Trigger Event, in accordance with the requirements set out in Article 54 of the CRR in effect as at the Issue Date. The Issuer will arrange for the Central Depository to create and deliver the Conversion Shares to the Account Holders, all as described in Condition 5.2.3 (the “**Conversion**” being deemed to take place on the date of such instruction).

As soon as practicable following the occurrence of a Trigger Event and, in any event, within such period as the Relevant Regulator may require, the Issuer shall deliver a Conversion Notice to the Principal Fiscal Agent and cause such Notice to be delivered to the Noteholders.

This summary should be read together with Condition 5.2 (*Conversion of Convertible Notes*), detailing, among other things, the Conversion and settlement procedures.

Conversion Calculation Agent

Conv-Ex Advisors Limited

Events of Default

None

Negative Pledge

None

Cross Default

None

Waiver of Set-Off

In accordance with Condition 6.6 (*Waiver of Set-off*), no Noteholder may at any time exercise or claim any and all rights of or claims for deduction, set-off, netting, compensation, retention or counterclaim arising directly or indirectly under or in connection with any such Note (the “**Waived Set-Off Rights**”) against any right, claim, or liability the Issuer has or may have or acquire against such Noteholder, directly or indirectly, howsoever arising (and, for the avoidance of doubt, including all such rights, claims and liabilities arising under or in relation to any and all agreements or other instruments of any sort or any non-contractual obligations, in each case whether or not relating to such Note) and each such Noteholder shall be deemed to have waived all Waived Set-Off Rights to the

fullest extent permitted by applicable law in relation to all such actual and potential rights, claims and liabilities.

Status of the Notes

It is the intention of the Issuer that the proceeds of the issue of the Notes be treated at issuance for regulatory purposes as Additional Tier 1 Capital.

For so long as the Notes qualify, fully or partly, as Additional Tier 1 Capital of the Issuer (the “**AT1 Qualifying Notes**”), they will constitute deeply subordinated obligations of the Issuer (as provided for in article L.613-30-3-I-5° of the French Monetary and Financial Code (*Code monétaire et financier*), that are issued pursuant to article L. 228-97 of the French Commercial Code (*Code de commerce*)), and rank and will rank (a) *pari passu* and without any preference (x) among themselves and (y) with any and all present and future Deeply Subordinated Obligations, and (b) subordinated to any and all present and future (i) *prêts participatifs* granted to the Issuer, (ii) *titres participatifs* issued by the Issuer, (iii) Eligible Subordinated Obligations, (iv) Disqualified Own Funds Notes, and (v) Unsubordinated Obligations (in accordance with Condition 3.1 (*Ranking of AT1 Qualifying Notes*)).

Should the Notes no longer qualify as Additional Tier 1 Capital or Tier 2 Capital of the Issuer, they will constitute subordinated obligations of the Issuer (in accordance with Article L. 613-30-3-I-5° of the French Monetary and Financial Code (*Code monétaire et financier*)) of the Issuer, and rank and will rank *pari passu* and without any preference (a) among themselves and (b) with any and all present and future instruments that have (or will have) such rank (including for the avoidance of doubt instruments issued on or after 28 December 2020 initially qualifying as Tier 2 Capital and which subsequently lost such treatment (in accordance with Condition 3.2 (*Ranking of Disqualified Own Funds Notes*)).

Should the Notes no longer qualify as Additional Tier 1 Capital but qualify, fully or partly, as Tier 2 Capital, they will constitute subordinated obligations of the Issuer (as provided for in article L.613-30-3-I-5° of the French Monetary and Financial Code (*Code monétaire et financier*), that are issued pursuant to article L. 228-97 of the French Commercial Code (*Code de commerce*)), and rank and will rank *pari passu* and without any preference (a) among themselves and (b) with any and all present and future instruments qualifying, fully or partly, as Tier 2 Capital of the Issuer (in accordance with Condition 3.3 (*Ranking of Disqualified AT1 Notes Qualifying as Tier 2*)).

If at any time on or after the date on which a Trigger Event occurs, a Liquidation Event occurs, each Noteholder shall have a claim (in lieu of any other payment by the Issuer) for the amount, if any, it would have been entitled to receive if the Conversion relating to such Trigger Event had occurred, and the relevant number of Conversion Shares to which such Noteholder would have been entitled had been delivered to such Noteholder, immediately prior to the Liquidation Event.

“**Liquidation Event**” means any judgment rendered by any competent court declaring the judicial liquidation (*liquidation*

	<i>judiciaire</i>) of the Issuer or if the Issuer is liquidated for any other reason.
Statutory Write-down or Conversion	By its acquisition of the Notes, each Noteholder (which includes any current or future holder of a beneficial interest in the Notes) acknowledges, accepts, consents and agrees, among other things, to be bound by the effect of the exercise of the Bail-in or Loss Absorption Power by the Relevant Resolution Authority (in accordance with Condition 16 (<i>Statutory Write-Down or Conversion</i>)).
Governing Law	The Notes are governed by, and construed in accordance with, French law.
Business Day Convention	Following Business Day Convention (Unadjusted)
Business Day	Paris, Sydney, T2, New York Business Day
Financial Centre(s) or other special provisions relating to Payment Business Day	Paris Business Days, Sydney Business Days, T2 Business Days, New York Business Days
Day Count Fraction	Actual/Actual (ICMA)
Determination Date(s)	2 June and 2 December in each year
Specified Denomination	AUD200,000
Calculation Amount	Specified Denomination
Minimum Subscription Amount	AUD600,000 in Australia
Listing	Application will be made to list the Notes on the official list of the Luxembourg Stock Exchange and to trade them on the Euro MTF Market of the Luxembourg Stock Exchange.
Form of Notes	Bearer dematerialized (<i>au porteur</i>) form
Principal Paying Agent	BNP Paribas
Clearing Systems / Central Depositories	Euroclear France / Euroclear / Clearstream
Fiscal Agent	BNP Paribas
Interest Calculation Agent	BNP Paribas
ISIN	FR0014014MD4
Common Code	324395237
CFI	DBFOQB
FISN	BNP PARIBAS/7 Bd 21001231 Sr Sub

U.S. Selling Restrictions

Regulation S Compliance Category 2. TEFRA not applicable.

Other Selling Restrictions

As per Notes documentation

Notes Documentation

The terms set out in this indicative pricing term sheet are subject entirely to the terms and conditions set forth in the Pricing Supplement and the Base Prospectus (including any supplement thereto) in connection with the Global Additional Tier 1 Notes Program;

Any Notes, if purchased by you, will be evidenced solely by Notes Documentation, which supersedes and replaces the information set out in this pricing term sheet.

Recent developments

On 20 November 2025, BNP Paribas announced that it raised its CET1 ratio target to 13% by 2027 and that it has received authorisation from the European Central Bank to proceed with a €1.15 billion share buyback programme in relation to 2025 earnings. For further information, see the press release dated 20 November 2025 which is available on the website of BNP Paribas (<https://invest.bnpparibas/en/document/cet1-ratio-target-raised-to-13-by-2027-ecb-authorisation-for-eur1-15-billion-share-buyback-program>). On 24 November 2025, BNP Paribas announced the launch of its share buyback programme with a maximum amount of €1.15 billion, in relation to which a contract has been concluded with an investment service provider, acting independently, who has been irrevocably entrusted to purchase the shares. Purchases under the programme will begin on 24 November 2025, and shares purchased thereunder will be canceled. For further information, see the press release dated 24 November 2025 which is available on the website of BNP Paribas (<https://invest.bnpparibas/en/document/bnp-paribas-launches-a-share-buyback-programme-of-eur-1-15-billion-for-the-2025-financial-year-results>).

In November 2025, a draft law (*projet de loi*) was presented to the Council of Ministers (*Conseil des Ministres*), which proposes to modify the implementation of Article 48(7) of the BRRD under French law. The effect of such proposed changes is to clarify that, in a judicial liquidation proceeding, any instruments that have lost their eligibility as own funds would rank senior to any outstanding fully or partially qualifying own funds instruments, automatically by operation of law and irrespective of when such disqualified instruments were originally issued. This proposal, if enacted, would apply retroactively, including to any own funds instruments issued prior to 28 December 2020, which are currently not subject to such automatic increase in ranking (and irrespective of whether such automatic increase is expressly provided for by the terms of any own funds instruments). See “*Risk Factors—Risks related to the Notes—Risks related to the status, structure or features of the Notes—Risks related to the ranking and regulatory qualification of the Notes—Holders of deeply subordinated notes (such as the Notes) generally face an enhanced performance risk compared to holders of notes that rank senior to them as well as an enhanced risk of loss in the event of the Issuer’s insolvency.*”

Important information

The Notes have not and will not be registered under the U.S. Securities Act of 1933, as amended (the “**Securities Act**”), or the securities laws of any other jurisdiction. The Notes may not be offered or sold in the United States or to, or for the account or benefit of, U.S. persons (as defined in Regulation S under the Securities Act) except in transactions exempt from or not subject to the registration requirements of the Securities Act.

Certain of the Managers (being the Joint Lead Manager and Co-Managers) have issued financial instruments linked to BNP Paribas SA.

Prohibition on marketing and sales to retail investors

1. The Notes discussed in the Base Prospectus are complex financial instruments with high risk. They are not a suitable or appropriate investment for all investors, especially retail investors. In some jurisdictions (including the UK), regulatory authorities have adopted or published laws, regulations or guidance with respect to the offer or sale of securities such as the Notes. Potential investors in the Notes should inform themselves of, and comply with, any

applicable laws, regulations or regulatory guidance with respect to any resale of the Notes (or any beneficial interests therein).

2. (A) In the United Kingdom (“UK”), the Financial Conduct Authority (“FCA”) Handbook Conduct of Business Sourcebook (“COBS”) requires, in summary, that the Securities should not be offered or sold to retail clients (as defined in COBS 3.4 and each a “**retail client**”) in the UK.

(B) Some or all of the Initial Purchasers are required to comply with the COBS.

(C) By purchasing, or making or accepting an offer to purchase, any Notes (or a beneficial interest in such Notes) from the Issuer and/or the Initial Purchasers each prospective investor represents, warrants, agrees with and undertakes to the Issuer and each of the Initial Purchasers that:

(i) it is not a retail client in the UK;

(ii) it will not sell or offer the Notes (or any beneficial interest therein) to retail clients in the UK or communicate (including the distribution of the Base Prospectus) or approve an invitation or inducement to participate in, acquire or underwrite the Notes (or any beneficial interests therein) where that invitation or inducement is addressed to or disseminated in such a way that it is likely to be received by a retail client in the UK.

(D) In selling or offering the Notes or making or approving communications relating to the Notes, prospective investors may not rely on the limited exemptions set out in COBS.

3. The obligations in paragraph 2 above are in addition to the need to comply at all times with all other applicable laws, regulations and regulatory guidance (whether inside or outside the European Economic Area (“EEA”) or the UK) relating to the promotion, offering, distribution and/or sale of the Notes (or any beneficial interests therein), whether or not specifically mentioned in the Base Prospectus, including (without limitation) any requirements under the Markets in Financial Instruments Directive 2014/65/EU (as amended) (“**MiFID II**”) or the FCA Handbook Product Intervention and Product Governance Sourcebook (the “**UK MiFIR Product Governance Rules**”) as to determining the appropriateness and/or suitability of an investment in the Notes (or any beneficial interests therein) for investors in any relevant jurisdiction.

This communication is only being distributed to and is only directed at (i) persons who are outside the United Kingdom or (ii) investment professionals falling within Article 19(5) of the Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2005 (the “**Order**”) or (iii) high net worth companies, and other persons to whom it may lawfully be communicated, falling within Article 49(2)(a) to (d) of the Order (all such persons together being referred to as “**relevant persons**”). The Notes are only available to, and any invitation, offer or agreement to subscribe, purchase or otherwise acquire such Notes will be engaged in only with, relevant persons. Any person who is not a relevant person should not act or rely on this document or any of its contents.

This document does not constitute an offer to sell or the solicitation of an offer to buy any securities in any jurisdiction to any person to whom it is unlawful to make such offer or solicitation in such jurisdiction.

Where acting as agent on behalf of a disclosed or undisclosed client when purchasing, or making or accepting an offer to purchase, any Notes from the Issuer and/or the Dealers, the foregoing representations, warranties, agreements and undertakings will be given by and be binding upon both the agent and its underlying client. By purchasing, or making or accepting an offer to purchase, any Notes from the Issuer and/or the Dealers, each prospective investor represents, warrants, agrees with and undertakes to the Issuer that it will comply at all times with all such other applicable laws, regulations and regulatory guidance.

BNP Paribas Disclaimer

This document has been prepared by BNP Paribas for informational purposes only. Although the information in this document has been obtained from sources which BNP Paribas believes to be reliable, we do not represent or warrant its accuracy, and such information may be incomplete or condensed. This document does not constitute a prospectus and is not intended to provide the sole basis for any evaluation of the securities discussed herein. All estimates and opinions included in this document constitute our judgement as of the date of the document and may be subject to change without notice. Changes to assumptions may have a material impact on any recommendations made herein.

BNP Paribas or its affiliates may, from time to time, have a position or make a market in the securities mentioned in this document, or in derivative instruments based thereon, may solicit, perform or have performed investment banking, underwriting or other services (including acting as adviser, manager or lender) for any company, institution or person referred to in this document and may, to the extent permitted by law, have used the information herein contained, or the research or analysis upon which it is based, before its publication. BNP Paribas will not be responsible for the consequences of reliance upon any opinion or statement contained herein or for any omission.

This document is confidential and is being submitted to selected recipients only. It may not be reproduced (in whole or in part) to any other person without the prior written permission of BNP Paribas. Any U.S. person receiving this presentation and wishing to effect a transaction in any security discussed herein, must do so through a U.S. registered broker dealer. BNP Paribas Securities Corp. is a U.S. registered broker dealer. © 2025 BNP Paribas. All rights reserved.

Commonwealth Bank of Australia

This information has been prepared and issued by the Commonwealth Bank of Australia ABN 48 123 123 124 AFSL 234945 ("CBA") and is intended only for use by authorised recipients. Whilst CBA believe the contents of this term sheet are correct, CBA makes no representation or warranty, express or implied as to, and assumes no responsibility or liability for, the accuracy or completeness of, or any errors or omissions in, any information contained herein or in any accompanying previous or subsequent material. The information given is indicative and is subject to change. The Programme documentation prevails in the event of any inconsistency. This term sheet is not intended to be and does not constitute an invitation by CBA for application(s) to purchase the Notes and is provided as information only. Accordingly, persons contemplating purchasing the Notes should make their own decision as to the sufficiency and relevance for their purposes of the information contained herein, undertake their own independent investigation of the appropriateness of Notes for them taking into account their financial and taxation circumstances, investment objectives and particular needs and take all appropriate advice from qualified professional persons as they deem necessary. Any investment decision should rely on that investigation and appraisal and not on this terms sheet. If it appears to CBA that you may be a proscribed person or entity under the Charter of United Nations Act 1945 (Cth), or you may be in breach of the law of any jurisdiction relating to money laundering or counter-terrorism, or you appear in a list of persons with whom dealings are proscribed by the government or a regulatory authority of any jurisdiction, or act on behalf of or for the benefit of any such persons, then CBA may refuse/suspend/terminate any transaction and/or facility of yours.

NAB Disclaimer**IMPORTANT NOTICE**

This Term Sheet has been prepared based on information provided to National Australia Bank Limited (ABN 12 004 044 937, AFSL 230686, and its related bodies corporate and affiliates, collectively "NAB") solely for general informational purposes and is not investment or other financial advice. It does not constitute a prospectus, offering circular or any other type of offering document (in whole or in part) and is not intended to be a recommendation, invitation, offer or solicitation by NAB to buy or sell any financial product (including those described in this Term

Sheet (“Notes”). By receiving this Term Sheet, the recipient acknowledges and agrees to the matters set out in this disclaimer.

This Term Sheet is for distribution only to recipients who are not “retail clients” within the meaning of section 761G of the Corporations Act 2001 (Cth) (the “Corporations Act”) (“Retail Clients”) and who are sophisticated or professional investors or other investors in respect of whom disclosure is not required under Part 6D.2 or 7.9 of the Corporations Act (“Wholesale Clients”). This Term Sheet and any other material that accompanies it may only be issued, distributed or published in any country or jurisdiction in circumstances that will result in compliance with all applicable laws and regulations. This Term Sheet is confidential, is only intended for the authorised recipients and should not be distributed to any other person.

In particular, this Term Sheet and the Notes are:

(a) not intended to be distributed, offered, sold or otherwise made available to and should not be offered, sold or otherwise made available to any “retail investor” in the European Economic Area (“EEA”) or the United Kingdom (“UK”) (as the term “retail investor” is understood for applicable EEA and UK laws and regulations); and

(b) not an offer of any securities for sale in the United States or to a US person, are not for publication or distribution in the United States, and are only intended to be distributed, offered and sold outside the United States to non-US persons in reliance on Regulation S under the U.S. Securities Act of 1933.

This Term Sheet is not intended to be a complete summary or statement in respect of the Notes and must be read in conjunction with the terms and conditions of the Notes and the offering documents (including any pricing supplement, final terms or similar document relating to the Notes). NAB makes no representation or warranty (express or implied) as to, nor assumes any responsibility or liability for, the accuracy or completeness of any information contained in this Term Sheet or in any prior or subsequent material accompanying or ancillary to this Term Sheet.

NAB does not guarantee in any way the performance of any obligations of any party under or in connection with the Notes.

NAB does not (a) act as the adviser of, or (b) owe any fiduciary or other duties or responsibilities to, any recipient of this Term Sheet.

NAB does not provide financial, legal, taxation, accounting or investment advice or recommendations of any sort to you in connection with the Notes. Persons contemplating purchasing the Notes should make their own decision as to the sufficiency and relevance of the information contained in this Term Sheet and undertake their own independent investigation of the appropriateness of the Notes for them, taking into account their own financial and taxation circumstances, investment objectives and particular needs, and should take advice from such professional advisers as they deem necessary. Any investment decision should rely on such investigations and not on this Term Sheet.

NAB and its employees or clients are involved in a wide range of financial services and businesses, out of which conflicting interests or duties may arise. NAB may also receive fees, brokerage and commissions or other benefits in relation to the Notes.

Any credit ratings are for distribution only to a person: (a) who is not a Retail Client and is a Wholesale Client; and (b) who is otherwise permitted to receive credit ratings in accordance with applicable law in any jurisdiction in which the person may be located. Anyone who is not such a person is not entitled to receive this Term Sheet, and anyone who receives this Term Sheet must not distribute it to any person who is not entitled to receive it.

NAB is not a United States registered broker-dealer. To the extent that any offer or sale is deemed to be part of an offer or sale of securities in the United States, NAB will conduct such offering or sale solely through nabSecurities, LLC, its wholly-owned subsidiary and United States registered broker-dealer.

Westpac Disclaimer

Westpac Institutional Bank is a division of Westpac Banking Corporation ABN 33 007 457 141 AFSL 233714 (“Westpac”).

This term sheet is for distribution only to wholesale or professional investors whose ordinary business includes the buying or selling of securities such as the securities described above (the “Notes”) in circumstances where disclosure

is not required under Parts 6D.2 and 7.9 of the Corporations Act 2001 (Cth) and in such other circumstances as may be permitted by applicable law.

This term sheet and any other material that accompanies it may only be issued, distributed or published in any country or jurisdiction in circumstances that will result in compliance with all applicable laws and regulations. This term sheet is confidential, is only intended for the authorised recipients and should not be distributed to any other person.

All information, terms and pricing set forth herein is indicative and subject to change without notice. Whilst Westpac believes the contents of this term sheet are correct, it makes no representation or warranty, express or implied as to, and assumes no responsibility or liability for, the accuracy or completeness of, or any errors or omissions in, any information contained herein or in any accompanying previous or subsequent material. To the fullest extent permitted by law, Westpac accepts no liability for any losses from the use of this document or reliance on the information contained herein.

This term sheet is distributed solely for informational purposes and is not to be construed as a solicitation, recommendation or an offer to buy or sell any Notes and should not be treated as giving investment advice. Westpac is acting solely in the capacity of an arm's length contractual counterparty and not in the capacity of your financial adviser or fiduciary and nothing in this term sheet is intended to create, or creates, a fiduciary duty or similar or analogous duty owing by Westpac. Westpac, in its capacity as principal or agent is involved in a wide range of commercial banking and investment banking activities from which conflicting interests or duties may arise. Westpac may also receive fees, brokerage and commissions or other benefits in relation to the Notes.

Westpac does not provide financial, legal, taxation, accounting or investment advice or recommendations of any sort to you in connection with the Notes. Prospective investors should consult their own financial, legal, tax, accounting, investment and other professional advisers about risks associated with an investment in any Notes and the suitability of investing in the Notes in light of their particular circumstances. Any investment decision should rely on such consultations and not on this term sheet.

Investors are advised that Westpac cannot accept bids that have been inflated in the expectation of being scaled on allocation and that all bids should reflect the investor's true demand for the Notes. Westpac's obligation to settle the Notes with an investor is subject to and conditional upon the issuer settling the Notes with Westpac.

This term sheet is not intended to be a complete summary or statement in respect of the Notes and is subject to and must be read in conjunction with the terms and conditions of, and the offering documents (including any pricing supplement, final terms or similar document relating to the Notes) for, the Notes. The Notes' terms and conditions and the offering documents prevail if there is any inconsistency.

Westpac does not guarantee in any way the performance of any obligations of any party under or in connection with the Notes.

ANNEXE 4

Pricing Supplement en date du 28 novembre 2025

PRICING SUPPLEMENT

Prohibition of Sales to EEA Retail Investors – The Notes are not intended to be offered, sold or otherwise made available to and should not be offered, sold or otherwise made available to any retail investor in the European Economic Area (the “**EEA**”). For these purposes, a retail investor means a person who is one (or more) of: (i) a retail client as defined in point (11) of Article 4(1) of MiFID II, or (ii) a customer within the meaning of Directive (EU) 2016/97 (as amended or superseded, the “**Insurance Distribution Directive**”), where that customer would not qualify as a professional client as defined in point (10) of Article 4(1) of MiFID II. Consequently, no key information document required by the Regulation (EU) No 1286/2014 (as amended, the “**PRIIPs Regulation**”) for offering or selling the Notes or otherwise making them available to retail investors in the EEA has been prepared and therefore offering or selling the Notes or otherwise making them available to any retail investor in the EEA may be unlawful under the PRIIPs Regulation.

MiFID II product governance / Professional investors and ECPs only target market – Solely for the purposes of each manufacturer’s product approval process, the target market assessment in respect of the Notes, taking into account the five categories referred to in item 19 of the Guidelines published by the ESMA on August 3, 2023, has led to the conclusion that: (i) the target market for the Notes is eligible counterparties and professional clients only, each as defined in MiFID II, and (ii) all channels for distribution of the Notes to eligible counterparties and professional clients are appropriate. The target market assessment indicates that the Notes are incompatible with the knowledge, experience, needs, characteristics and objectives of clients which are EEA retail investors and accordingly the Notes shall not be offered or sold to any EEA retail investors. Any person subsequently offering, selling or recommending the Notes (a “**distributor**”) should take into consideration the manufacturers’ target market assessment; however, a distributor subject to MiFID II is responsible for undertaking its own target market assessment in respect of the Notes (by either adopting or refining the manufacturers’ target market assessment) and determining appropriate distribution channels.

Prohibition of Sales to UK Retail Investors – The Notes are not intended to be offered, sold or otherwise made available to and should not be offered, sold or otherwise made available to any retail investor in the United Kingdom (“**UK**”). For these purposes, a retail investor means a person who is one (or more) of: (i) a retail client, as defined in point (8) of Article 2 of Regulation (EU) No 2017/565 as it forms part of the domestic law of the UK by virtue of the European Union (Withdrawal) Act 2018 (“**EUWA**”) or (ii) a customer within the meaning of the provisions of the Financial Services Market Act 2000 (“**FSMA**”) and any rules or regulations made under the FSMA to implement Directive (EU) 2016/97, where that customer would not qualify as a professional client, as defined in point (8) of Article 2(1) of Regulation (EU) No 600/2014 as it forms part of the domestic law of the UK by virtue of the EUWA. Consequently, no key information document required by Regulation (EU) No 1286/2014 as it forms part of domestic law by virtue of the EUWA (the “**UK PRIIPs Regulation**”) for offering or selling the Notes or otherwise making them available to retail investors in the UK has been prepared and therefore offering or selling the Notes or otherwise making them available to any retail investor in the UK may be unlawful under the UK PRIIPs Regulation.

SINGAPORE SFA PRODUCT CLASSIFICATION – In connection with Section 309B of the Securities and Futures Act 2001 of Singapore (the “**SFA**”) and the Securities and Futures (Capital Markets Products) Regulations 2018 of Singapore (the “**CMP Regulations 2018**”), unless otherwise specified before the offer of the Notes, the Issuer has determined, and hereby notifies all relevant persons (as defined in Section 309A(1) of the SFA), that the Notes are “prescribed capital markets products” (as defined in the CMP Regulations 2018) and Excluded Investment Products (as defined in MAS Notice SFA 04-N12: Notice on the Sale of Investment Products and MAS Notice FAA-N16: Notice on Recommendations on Investment Products). This base prospectus does not constitute an offer of, or an invitation by or on behalf of the Issuer or the Dealers or the Arranger to subscribe for, or purchase, any Notes.

Pricing Supplement dated 28 November 2025



BNP PARIBAS

BNP PARIBAS
(incorporated in France)
(the Issuer)

Legal entity identifier (LEI): R0MUWSFPU8MPRO8K5P83

Issue of AUD750,000,000 Perpetual Fixed Rate Resettable Additional Tier 1 Contingent Convertible Notes

ISIN Code: FR0014014MD4

Series 02

Tranche 1

under the Global Additional Tier 1 Notes Program
(the Program)

PART A – CONTRACTUAL TERMS

Terms used herein shall be deemed to be defined as such for the purposes of the Conditions (the “**Conditions**”) set forth under the section entitled “Terms and Conditions of the French Law Notes” in the base prospectus dated 19 June 2025 (including any supplement thereto published and approved before the date of this Pricing Supplement) (provided that to the extent any supplement to the Base Prospectus published and approved on or before the date of this Pricing Supplement provides for any change to the Conditions of such Notes, such changes shall have no effect with respect to the Conditions of the Notes to which this Pricing Supplement relates) (the “**Base Prospectus**”). This document constitutes the Pricing Supplement of the Notes described herein and must be read in conjunction with Base Prospectus to obtain all relevant information. The Base Prospectus and the Pricing Supplement are available for viewing on the website of the Luxembourg Stock Exchange website (www.luxse.com).

- | | | |
|-----|----------------------------------|---|
| 1. | Issuer: | BNP Paribas |
| 2. | (i) Pricing Date: | 25 November 2025 |
| | (ii) Series Number: | 02 |
| | (iii) Tranche Number: | 1 |
| 3. | Specified Currency: | AUD |
| 4. | Aggregate Principal Amount: | |
| | (i) Series: | AUD750,000,000 |
| | (ii) Tranche: | AUD750,000,000 |
| 5. | Issue Price of Tranche: | 100% of the Aggregate Principal Amount |
| 6. | (i) Specified Denomination: | AUD200,000, with a minimum subscription amount of AUD600,000 in Australia |
| | (ii) Calculation Amount: | Specified Denomination |
| 7. | (i) Issue Date: | 2 December 2025 |
| | (ii) Interest Commencement Date: | Issue Date |
| 8. | Maturity Date: | Perpetual, with no fixed maturity or fixed redemption date |
| 9. | Interest Basis: | Resettable (<i>further particulars specified below</i>) |
| 10. | Issuer Call Options: | Issuer Call (<i>further particulars specified below</i>) |
| 11. | Status: | Deeply subordinated obligations |
| 12. | Method of distribution: | Syndicated |

- | | | |
|-----|--|---|
| 13. | Dates of the corporate authorizations for issuance of the Notes: | Resolutions of the general meeting of shareholders of the Issuer dated 13 May 2025, resolutions of the Board of Directors of the Issuer dated 13 May 2025 and the <i>décision d'émission</i> dated 25 November 2025 |
|-----|--|---|

PROVISIONS RELATING TO INTEREST (IF ANY) PAYABLE

- | | | |
|-----|---|---|
| 14. | Interest: | |
| | (i) Interest Period(s): | As per Conditions |
| | (ii) Interest Payment Date(s): | 2 June and 2 December of each year from (and including) 2 June 2026 |
| | (iii) Business Day Convention for Interest Payment Date(s): | Following Business Day Convention (Unadjusted) |
| | (iv) Party responsible for calculating the Rate of Interest and the Interest Amounts: | Interest Calculation Agent |
| | (v) Minimum Interest Rate: | As per Conditions |
| | (vi) Day Count Fraction: | Actual/Actual (ICMA) |
| | (vii) Determination Dates: | 2 June and 2 December in each year |
| | (viii) Rate of Interest: | Resettable |
| 15. | Fixed Rate Resettable Notes: | Applicable |
| | (i) Initial Rate of Interest: | 7.000 per cent. per annum payable semi-annually in arrear from (and including) the Issue Date to (but excluding) the First Reset Date |
| | (ii) Reset Reference Rate: | Mid-Swap Rate |
| | (iii) Margin: | 3.036 per cent. per annum |
| | (iv) First Reset Date: | 2 June 2031 |
| | (v) Subsequent Reset Dates: | Each fifth anniversary date after the First Reset Date |
| | (vi) Screen Page: | As per Conditions |
| | (vii) Mid-Swap Rate: | AUD Mean Mid-Swap Rate |
| | (viii) Mid-Swap Maturity: | As per Conditions |

(ix)	Mid-Swap Floating Leg Benchmark Rate:	Not Applicable
(x)	Reset Determination Date:	As per Conditions
(xi)	Relevant Nominating Body:	As per Conditions
(xii)	Reset Reference Dealers:	As per Conditions
(xiii)	Reset Reference Rate Quotations:	As per Conditions
(xiv)	Relevant Time:	As per Conditions
(xv)	Benchmark Event:	Applicable

PROVISIONS RELATING TO REDEMPTION

16.	Issuer Call Option:	Applicable
	(i) Optional Redemption Date(s):	Each of the Reset Dates
	(ii) Redemption Amount(s):	Outstanding principal amount, together with any unpaid and uncancelled accrued interest.
	(iii) Notice Period:	As per Conditions
17.	Clean-up Call:	Not Applicable
18.	Optional Redemption – Tax Event – Notice Period:	As per Conditions
19.	Optional Redemption – Capital Event – Notice Period:	As per Conditions
20.	Optional Redemption – MREL/TLAC Disqualification Event – Notice Period:	As per Conditions
21.	Substitution and Variation – Notice Period:	As per Conditions
22.	Permission of the Relevant Regulator pursuant to Article 77 and 78 of CRR:	As per Conditions

PROVISIONS APPLICABLE TO LOSS ABSORPTION

23.	Contractual Loss Absorption Conversion Mechanism:	
	Maximum Conversion Ratio:	2,323.1340 Ordinary Shares per Calculation Amount
	Floor Price:	AUD86.0906 per Ordinary Share (being EUR48.272168 per Ordinary Share) (corresponding to 70% of the arithmetic average of the daily Volume Weighted Average Prices of an Ordinary Share on each of the five (5) consecutive Trading Days immediately preceding the pricing date of the Notes (i.e., 25 November 2025)), converted into Australian dollars at the Prevailing Rate on 24 November 2025 and rounded up to the nearest integral multiple of AUD0.0001).
	Reference Date for calculating the Volume Weighted Average Prices of an Ordinary Share for the purpose of the Floor Price:	25 November 2025
	Reference Date for the Prevailing Rate:	24 November 2025
	Conversion Calculation Agent:	Conv-Ex Advisors Limited

GENERAL PROVISIONS APPLICABLE TO THE NOTES

24.	(i) Form of Notes:	Dematerialized Notes
	(ii) Form of Dematerialized Notes:	Bearer dematerialized form (<i>au porteur</i>)
25.	Masse:	<p>Name and address of the Representative: SELARL MCM AVOCAT, 10, Boulevard Malesherbes, 75008 Paris, France</p> <p>Name and address of the alternate Representative: Maître Philippe Maisonneuve, Avocat, acting for SELARL MCM AVOCAT, 10, Boulevard Malesherbes, 75008 Paris, France</p> <p>The Representative will receive a remuneration of 250 euros per year</p>
26.	Business Day:	Paris Business Days; Sydney Business Days; T2 Business Days; New York Business Days
27.	Financial Centre(s) or other special provisions relating to Payment Business Day:	Paris Business Days; Sydney Business Days; T2 Business Days; New York Business Days

DISTRIBUTION

28. (i) If syndicated, names and **Lead Manager**

addresses of Managers
(specifying Lead Manager):

BNP PARIBAS
16 boulevard des Italiens
75009, Paris
France

Joint Lead Managers

Commonwealth Bank of Australia
Level 8, CBP North
1 Harbour Street
Sydney NSW 2000
Australia

National Australia Bank Limited (ABN 12 004 044 937)
Level 6, 2 Carrington Street
Sydney NSW 2000
Australia

Westpac Banking Corporation
Level 3, Westpac Place
275 Kent Street
Sydney NSW 2000
Australia

Co-Managers

Daiwa Capital Markets Europe Limited
5 King William Street
London EC4N 7DA
United Kingdom

Mizuho Securities Asia Limited
14-15/F., K11 Atelier
18 Salisbury Road
Tsim Sha Tsui, Kowloon
Hong Kong

Nomura Financial Products Europe GmbH
Rathenauplatz 1
60313, Frankfurt-am-Main
Germany

	(ii)	Date of Subscription Agreement:	28 November 2025
	(iii)	Stabilizing Manager:	BNP PARIBAS
	(iv)	If non-syndicated, name of relevant Dealer:	Not applicable
29.		U.S. Selling Restrictions:	Regulation S Compliance Category 2. TEFRA not applicable.
30.		Singapore Sales to Institutional Investors and Accredited Investors only:	Applicable
31.		Additional Selling Restrictions:	Not applicable
32.		Other terms or special conditions:	Not applicable
33.		Documents Incorporated by Reference / Recent Developments:	<p>On 20 November 2025, BNP Paribas announced that it raised its CET1 ratio target to 13% by 2027 and that it has received authorisation from the European Central Bank to proceed with a €1.15 billion share buyback programme in relation to 2025 earnings. For further information, see the press release dated 20 November 2025 which is available on the website of BNP Paribas (https://invest.bnpparibas/en/document/cet1-ratio-target-raised-to-13-by-2027-ecb-authorisation-for-eur1-15-billion-share-buyback-program). On 24 November 2025, BNP Paribas announced the launch of its share buyback programme with a maximum amount of €1.15 billion, in relation to which a contract has been concluded with an investment service provider, acting independently, who has been irrevocably entrusted to purchase the shares. Purchases under the programme will begin on 24 November 2025, and shares purchased thereunder will be canceled. For further information, see the press release dated 24 November 2025 which is available on the website of BNP Paribas (https://invest.bnpparibas/en/document/bnp-paribas-launches-a-share-buyback-programme-of-eur-1-15-billion-for-the-2025-financial-year-results).</p> <p>In November 2025, a draft law (<i>projet de loi</i>) was presented to the Council of Ministers (<i>Conseil des Ministres</i>), which proposes to modify the implementation of Article 48(7) of the BRRD under French law. The effect of such proposed changes is to clarify that, in a judicial liquidation proceeding, any instruments that have lost their eligibility as own funds would rank senior to any outstanding fully or partially qualifying own funds instruments, automatically by operation of law and irrespective of when such disqualified instruments were originally issued. This proposal, if enacted, would apply retroactively, including to any own funds instruments issued prior to 28 December 2020, which are currently not subject to such automatic increase in ranking (and irrespective of whether such automatic increase is expressly provided for by the terms of any own funds instruments). See “<i>Risk Factors—Risks related to the Notes—Risks related to the status,</i></p>

structure or features of the Notes—Risks related to the ranking and regulatory qualification of the Notes—Holders of deeply subordinated notes (such as the Notes) generally face an enhanced performance risk compared to holders of notes that rank senior to them as well as an enhanced risk of loss in the event of the Issuer’s insolvency.”

PART B – OTHER INFORMATION

1. Listing and Admission to Trading

Application will be made to list the Notes on the official list of the Luxembourg Stock Exchange and to trade them on the Euro MTF Market of the Luxembourg Stock Exchange.

2. Ratings

The Notes to be issued are expected to be rated:

Standard & Poor’s: BBB-

Fitch: BBB

Standard & Poor’s and Fitch are established in the European Union and are registered under Regulation (EC) No 1060/2009 (the “**CRA Regulation**”). As such, Standard & Poor’s and Fitch are included in the list of credit rating agencies published by the European Securities and Market Authority on its website in accordance with the CRA Regulation (www.esma.europa.eu/supervision/credit-rating-agencies/risk). Each of Standard & Poor’s and Fitch is not established in the United Kingdom (the “**UK**”) and is not registered in accordance with Regulation (EC) No. 1060/2009 as it forms part of UK domestic law by virtue of the European Union (Withdrawal) Act 2018 (the “**EUWA**”) (the “**UK CRA Regulation**”). However, the expected ratings of the Notes to be issued by Standard & Poor’s and Fitch are expected to be endorsed by a credit rating agency established in the UK and registered or certified under the UK CRA Regulation.

As defined by Standard & Poor’s (www.standardandpoors.com), an “BBB” rating means that the Issuer’s capacity to meet its financial commitments under the Notes is adequate but more subject to adverse economic conditions or changing

circumstances. The addition of a minus (-) sign shows relative standing within that rating categories.

As defined by Fitch (www.fitchratings.com), an “BBB” rating indicate “that expectations of default risk are currently low. The capacity for payment of financial commitments is considered adequate, but adverse business or economic conditions are more likely to impair this capacity.

3. Operational Information

(i)	ISIN:	FR0014014MD4
(ii)	Common Code:	324395237
(iii)	CFI:	DBFOQB
(iv)	FISN:	BNP PARIBAS/7 Bd 21001231 Sr Sub
(v)	Any clearing system(s) other than Euroclear France, Euroclear and Clearstream identification number(s):	Not Applicable
(vi)	Delivery:	Delivery against payment
(vii)	Names and addresses of additional Fiscal and Paying Agent(s):	Not applicable